



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE (*)
DEPOSEE AUPRES DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS
LE 28 septembre 2004 SOUS LE NUMERO D.04-0392-A1

(*) Déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2004 sous le numéro D.04-0392

SOMMAIRE

1 - Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2004	P 3-7
2 - Etats financiers au 30 juin 2004	P 9-75
3- Evénements récents	P 76-77
4&5 - Capital social, répartition et évolution du capital	P 78
6 - Administration et direction	P 79-80
7 - Responsable du Document de référence et de son actualisation	P 81
8 - Responsables du contrôle des comptes	P 82
9- Avis des Commissaires aux comptes sur l'actualisation du document de référence	P 83-84

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2004

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2004 de Natexis Banques Populaires ont été établis conformément au Règlement 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable sur les règles de consolidation et au Règlement 2000-04 relatif à la présentation des documents de synthèse consolidés.

Le périmètre de consolidation retenu pour l'arrêté au 30 juin 2004 a été ajusté afin de ne consolider que des structures significatives. Par rapport au 31 décembre 2003, les modifications les plus importantes concernent l'entrée de : Coface ORT, au 1^{er} avril 2004, VR Factorem et Paris Office Fund au 1^{er} janvier 2004.

Afin de faciliter les comparaisons, les chiffres du 1^{er} semestre 2003 ont été retraités pour que la référence du 1^{er} semestre 2003 tienne compte des données de gestion liées à l'intégration de Coface ORT. En l'absence de précision particulière, les variations mentionnées sont calculées à périmètre constant.

Compte de résultat consolidé de Natexis Banques Populaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2004	1 ^{er} semestre 2003
Produit Net Bancaire	1 356	1 145
Charges générales d'exploitation	- 886	- 838
Frais de personnel	- 505	- 472
Autres frais et amortissements	- 381	- 366
Résultat Brut d'Exploitation	470	307
Coût du risque	- 74	- 103
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	9
Résultat des sociétés mises en équivalence	4	5
Résultat courant avant impôt	405	219
Eléments exceptionnels	- 9	- 8
Impôt	- 130	- 45
Ecart d'acquisition	- 22	- 27
Dotations au FRBG	0	0
Intérêts minoritaires	- 36	- 27
Résultat Net Part du Groupe	208	113

ACTIVITE

Les métiers de **Natexis Banques Populaires** sont désormais organisés en **4 grands pôles** qui remplacent les anciens métiers et filières. Il s'agit des pôles Grandes clientèles, financement et marchés, Capital investissement et gestion de fortune, Service et enfin Gestion du poste clients.

La **contribution des pôles** au Produit net bancaire du 1^{er} semestre 2004 s'élève à **1 299 M€** en augmentation de 16 % soit 180 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2003. Cette progression serait de +18 % à cours du dollar constant.

Les chiffres détaillés de Produit net bancaire par pôle sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	1S04	Variation 1S04/1S03
Grandes clientèles, financement et marchés	595	+ 14 %
Corporate france	198	- 9 %
International	64	- 3 %
Financements structurés et marchés	214	+ 21 %
Matières premières	45	- 2 %
Actions et arbitrages	74	NS
Capital investissement et gestion de fortune	101	+ 197 %
Capital investissement	78	NS
Gestion de fortune	23	+ 21 %
Service	295	+ 8 %
Services bancaires, financiers et technologiques	117	- 4 %
Gestion pour compte de tiers	178	+ 19 %
Gestion du poste Clients	308	+ 6 %
Coface	258	+ 7 %
Affacturage (Natexis Factorem)	50	+ 2 %

Pôle **Grandes clientèles, financements et marchés**

Le **pôle Grandes clientèles** réalise un PNB de 595 M€, soit 46 % du PNB total des pôles métiers. Il est constitué de **6 directions** : la première **Direction, Corporate France**, regroupe les activités de prêt aux entreprises, banques et institutionnels, les activités de cash management et de crédit bail ; elle enregistre une baisse de 9 % de son PNB qui s'établit à 198 millions d'euros.

Cette baisse est liée à une pression plus forte sur les marges, conjuguée à une diminution des encours moyens notamment ceux liés aux crédits moyen/long terme.

Le produit net bancaire de la **Direction Internationale**, qui est en charge de l'ensemble de l'activité commerciale à l'international et de la supervision du réseau, affiche, pour sa part, une baisse de 3 % par rapport au 1er semestre 2003 pro forma. Cette baisse recouvre des évolutions divergentes ; la progression des revenus provenant de la clientèle Corporate en Europe n'a pas totalement compensé la baisse des crédits financiers internationaux sur la clientèle institutionnelle.

La **Direction Matières premières** a connu une activité commerciale soutenue mais l'impact de la baisse des marges sur certains marchés ainsi que le décalage de quelques grosses opérations aboutit à une légère contraction de son PNB.

Toujours au sein du pôle Grandes clientèles, le produit net bancaire de la **Direction Financements structurés et marchés** enregistre une croissance de 21 % par rapport au 1er semestre 2003. Celle-ci est liée notamment aux bonnes performances des activités de LBO et financement d'acquisitions et des activités de marchés de capitaux (crédit et change).

La **Direction** des activités **Actions et Arbitrage** a enregistré une hausse de son PNB de plus de 330 % par rapport au 1er semestre 2003 à périmètre constant.

Cette hausse s'explique notamment par les bonnes performances de la vente institutionnelle Actions, une bonne tenue des activités d'arbitrage ainsi qu'un redressement des dérivés actions.

Enfin, la **Direction Fusions et Acquisitions** contribue à hauteur de 0,5 M€.

Le pôle **Capital investissement et gestion de fortune** comprend deux activités principales réalisant 8 % du PNB total des pôles.

La première activité, le **Capital investissement**, affiche au 1er semestre 2004 un PNB qui a été multiplié par un facteur 5. L'année a été marquée par une politique active de levée de fonds et une reprise des investissements (+82 %).

Le stock de plus-values latentes, en dépit de l'extériorisation d'importantes plus-values en début d'année, reste à un niveau élevé, 197 millions d'euros, pratiquement équivalent à celui du 31 décembre 2003.

La deuxième composante de ce pôle, le **gestion de fortune**, fait l'objet d'un repositionnement stratégique de ses deux entités constitutives (Banque Privée St Dominique et Natexis Private Banking Luxembourg). Son PNB s'établit à 23 millions d'euros soit une hausse de 21 % par rapport au 1er semestre 2003.

Le pôle **Service**, qui recouvre la **gestion pour compte de tiers (hors gestion de fortune)** ainsi que les **services bancaires, financiers et technologiques (SBFT)** contribue à hauteur de 23 % au PNB total des pôles métiers.

La **filière Gestion pour compte de tiers** affiche une progression de 19% de son PNB, et des encours gérés totaux (hors gestion de fortune) en hausse de +10 % par rapport au 30 juin 2003.

En matière d'épargne salariale, domaine stratégique pour NBP, Natexis Interépargne reste de loin le leader en France, avec une part de marché de 21 %.

En matière d'assurance-vie, la progression des encours en unités de compte, + 19 % sur 1 an témoigne de la bonne santé d'ensemble de cette activité.

La **filière SBFT** enregistre une légère baisse de son PNB (-4 %) en raison de l'abandon de certaines activités non rentables dans les services financiers. L'encours titres conservé progresse de 12 % pour atteindre 388 milliards d'euros.

Parallèlement, le PNB des services bancaires est en hausse de 17 %, grâce à la croissance des activités de monétique et à la reprise des flux du Crédit Coopératif et du Crédit Maritime Mutuel fin 2003.

Le dernier pôle, le **gestion du poste clients** regroupe les métiers d'**assurance crédit** et de **services de crédit management** exercés par Coface avec les métiers d'**affacturation** de Natexis Factorem, concourt à hauteur de 24 % au PNB total des pôles métiers.

Après un exercice 2003 très dynamique, l'activité de **Coface** reste bien orientée au 1er semestre 2004 en dépit d'un ralentissement des activités de services. L'équivalent PNB de Coface à fin juin 2004 s'élève à 258 Millions d'euros en progression de 7 % par rapport au 1er semestre 2003. Le taux de sinistralité reste à un bon niveau de 53,5 %. Enfin, Coface a finalisé, à la fin du 1er semestre 2004, l'acquisition d'ORT dans le domaine de l'information commerciale.

En ce qui concerne l'activité d'affacturation exercée par **Natexis Factorem**, le 1er semestre 2004 a vu la création d'une filiale en Allemagne, la société VR Factorem.

RESULTATS

Les **charges d'exploitation** du semestre sont en progression de +5,7 % sur un an. Les grands projets réglementaires et la refonte de nos systèmes de synthèse nécessitent le renfort de nos équipes par des moyens externes. Une meilleure conjoncture permet en outre d'investir dans notre développement à moyen terme, la définition et la mise en œuvre de nos axes stratégiques.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 470 M€, en hausse de 53 %.

Le **coefficient d'exploitation** (hors Coface) ressort à 61 % contre 69,3 % à fin juin 2003.

Le **coût du risque** est en net recul, à 73,8 M€ contre 103 M€ un an plus tôt.

Le risque individualisé s'établit à 75,5 M€ contre 88,9 M€. La décrue de la sinistralité, amorcée en 2003, s'est poursuivie sur ce 1^{er} semestre tant en France qu'à l'étranger.

Les provisions générales font l'objet d'une reprise de 1,7 M€ liée à la baisse des encours de risques sectoriels et au reclassement en provisions individuelles de 10 M€ de dotations sur des dossiers argentins. La provision constituée en 2003 pour les grands dossiers de place européens a été conservée, alors même que nos engagements sont en diminution.

Pour chacun des quatre pôles, le **résultat courant**, défini comme le résultat avant éléments exceptionnels, impôts, amortissements des écarts d'acquisition, FRBG et minoritaires, s'établit à :

Pôle Grandes clientèles, financement et marchés	205 M€
Pôle Capital-investissement et gestion de fortune	44 M€
Pôle Service	87 M€
Pôle Gestion du poste clients	61 M€

L'ensemble des pôles fait apparaître une amélioration de leur résultat courant par rapport au 1^{er} semestre 2003.

L'**impôt** sur les bénéfices est en hausse sur la période, pour s'établir à une charge de 130 M€ contre 45 M€ à fin juin 2003. Cette évolution résulte principalement de la forte augmentation de la base imposable (+175 M€).

Le **résultat net part du groupe** s'élève à 208 M€, en forte progression par rapport au 1^{er} semestre 2003 de 113,1 M€. Calculé sur une base annualisée sur le nombre moyen d'actions du semestre, le bénéfice net par action ressort à 8,7 euros.

Structure financière

Au 30 juin 2004, les fonds propres réglementaires s'élèvent à 6,3 Md€ dont 4,5 Md€ de noyau dur.

L'actif net comptable par action s'élève à 88,8 euros.

Le ratio Tier one s'établit à 8 %.

Perspectives

Les résultats du second semestre de l'année 2004 devraient voir la confirmation des tendances de ces derniers mois ; ils demeurent toutefois pour partie tributaires de la tenue des marchés actions et de la poursuite de la reprise économique.

Etat d'avancement des travaux de mise en place des nouvelles normes IAS/IFRS

A fin 2003, Natexis Banques Populaires a communiqué les principales sources de divergences identifiées sur son périmètre entre le référentiel français et le référentiel international. Au cours du premier semestre, les travaux d'analyse d'impacts détaillés se sont poursuivis. La plupart des options de traitement et scénarios de mise en œuvre ont été arrêtés et présentés au collège des commissaires aux comptes.

La mise à niveau des systèmes d'informations est en cours ; les phases de tests et de bascule dans le nouveau référentiel sont d'ores et déjà planifiées, pour chacun des métiers, sur le second semestre. Cette dernière période sera également consacrée :

au lancement des travaux d'élaboration du bilan d'ouverture (1/1/04) et des comptes pro forma du 30/06/04, données comparatives destinées à être intégrées dans la publication des premiers comptes semestriels IAS du 30/06/05, à la rédaction des procédures, à la préparation de la communication financière, à l'intensification des actions de formation, notamment vis-à-vis des acteurs en charge de la production et du suivi des données.

Une information plus détaillée sur les impacts de la conversion aux normes IAS/IFRS sera présentée dans le rapport de gestion des comptes annuels 2004.

2 Etats financiers au 30 juin 2004

2-1 Bilan et hors-bilan consolidés,	P 9-10
compte de résultat consolidé au 30/06/2004	P 11
2-2 Annexes aux comptes consolidés	P 12-72
2-3 Rapport sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés pour la période du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004	P 73-75

NATEXIS BANQUES POPULAIRES
BILANS CONSOLIDES COMPARES

	En millions d'euros	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
	ACTIF			
3	Opérations interbancaires et assimilées	54 452	46 987	41 881
	<i>dont activité institutionnelle</i>	376	421	1 340
4	Opérations avec la clientèle	37 756	33 467	39 608
	<i>dont activité institutionnelle</i>	930	1 099	65
4	Opérations de crédit-bail et assimilées	5 625	5 434	5 408
5	Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	19 950	16 351	18 686
6	Placements des entreprises d'assurance	21 894	20 943	20 054
7	Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	430	1 585	1 718
8	Immobilisations corporelles et incorporelles	995	977	958
9	Ecarts d'acquisition	385	375	402
10	Comptes de régularisation et actifs divers	10 216	9 790	11 939
	<i>dont activité institutionnelle</i>	-	-	43
	TOTAL ACTIF	151 703	135 909	140 654
	<i>dont activité institutionnelle</i>	1 306	1 520	1 448

	En millions d'euros	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
	PASSIF			
11	Opérations interbancaires et assimilées	43 171	36 100	33 017
	<i>dont activité institutionnelle</i>	460	515	1 300
12	Opérations avec la clientèle	31 109	29 389	38 279
	<i>dont activité institutionnelle</i>	961	1 137	161
13	Dettes représentées par un titre	31 266	27 819	26 058
	<i>dont activité institutionnelle</i>	-	-	-
6	Provisions techniques des entreprises d'assurance	21 423	20 614	19 766
14	Comptes de régularisation et passifs divers	16 392	13 693	15 441
	<i>dont activité institutionnelle</i>	76	98	126
9	Ecarts d'acquisition	69	76	83
15	Provisions pour risques et charges	844	811	775
16	Dettes subordonnées	2 356	2 417	2 537
17	Fonds pour risques bancaires généraux	242	242	242
17	Intérêts minoritaires	804	835	668
	Capitaux propres part du Groupe (hors FRBG)	4 027	3 913	3 788
17	<i>Capital souscrit</i>	769	769	763
17	<i>Primes d'émission</i>	1 792	1 791	1 764
17	<i>Réserves consolidées et autres</i>	1 258	1 088	1 150
17	<i>Résultat de l'exercice</i>	208	265	111
	TOTAL PASSIF	151 703	135 909	140 654

NATEXIS BANQUES POPULAIRES
HORS-BILANS CONSOLIDES COMPARES

En millions d'euros	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Engagements donnés			
Engagements donnés de l'activité bancaire	44 842	34 432	39 674
-Engagements de financement donnés en faveur :	25 173	21 892	23 071
d'établissements de crédit	5 790	2 317	4 924
de la clientèle	19 383	19 575	18 147
<i>dont activité institutionnelle</i>	-	-	-
-Engagements de garantie donnés en faveur:	17 012	12 211	15 079
d'établissements de crédit	1 790	1 514	1 716
de la clientèle	15 222	10 697	13 363
<i>dont activité institutionnelle</i>	3	5	7
-Engagements sur titres donnés	2 657	329	1 524
dont titres acquis avec faculté de rachat	-	-	-
Engagements reçus			
Engagements reçus de l'activité bancaire	19 321	8 512	8 976
-Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	9 138	3 931	3 321
-Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	7 919	3 985	4 208
-Engagements sur titres reçus	2 264	596	1 447
dont titres vendus avec faculté de rachat	-	-	-

NATEXIS BANQUES POPULAIRES

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES COMPARES

cf notes n°	en millions d'euros	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
21	Intérêts et produits assimilés	2 081	2 385	4 110
22	Intérêts et charges assimilées	(1 696)	(1 975)	(3 445)
23	Revenus des titres à revenu variable	19	19	42
24	Commissions nettes	275	287	561
25	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	100	(73)	121
26	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	82	60	126
	Autres produits (charges) d'exploitation bancaire nets (nettes)	42	31	76
27	Marge brute des activités d'assurance	362	322	694
28	Produits nets des autres activités	91	79	170
34	PRODUIT NET BANCAIRE	1 356	1 135	2 455
29	Charges générales d'exploitation	(847)	(792)	(1 651)
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	(39)	(37)	(88)
	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	470	306	716
30	Coût du risque	(74)	(103)	(211)
	RESULTAT D'EXPLOITATION	396	203	505
31	Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	4	5	10
	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	9	13
34	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	405	217	528
32	Résultat exceptionnel	(9)	(9)	13
33	Impôt sur les bénéfices	(130)	(43)	(154)
	Amortissement des écarts d'acquisition	(22)	(27)	(64)
	Dotations/Reprises au F R B G	-	-	-
	Intérêts minoritaires	(36)	(27)	(58)
	RESULTAT NET PART DU GROUPE	208	111	265

résultat par action

8,68

4,68

5,57

Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice

résultat dilué par action

8,68

4,68

5,53

Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre d'actions à la clôture de l'exercice

NOTE 1. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, notamment le règlement n° 99-07 sur les règles de consolidation et le règlement n° 2000-04 relatif à la présentation des documents de synthèse consolidés.

1.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de Natexis Banques Populaires regroupent les comptes de Natexis Banques Populaires et de ses principales filiales.

Seules les filiales dont l'apport est significatif sont consolidées. La notion de significativité ne se calcule pas en fonction de seuils numériques mais résulte d'une appréciation qualitative sur la pertinence de l'apport pour les comptes du groupe. Ainsi les filiales de logistique informatique ont été incluses dans le périmètre de consolidation en fonction de leur impact significatif sur la répartition des frais généraux consolidés entre frais de personnel et autres charges d'exploitation.

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre 2004 ont été les suivantes :

- entrée de Coface ORT et de ses filiales qui ont été intégrées dans le sous-groupe Coface après le rachat par Coface, fin mars 2004, du groupe ORT spécialisé dans l'information financière et commerciale en ligne.
- entrée de Natexis US Finance Corporation, filiale de refinancement de la succursale de New-York.
- entrée de VR Factorem, filiale allemande d'affacturage, créée en partenariat avec le groupe allemand GENO.
- entrée de Paris Office Fund, filiale détenue à parité avec le groupe AXA, spécialisée dans l'activité de marchand de biens.
- entrée de Natexis Private Equity Opportunities, filiale de capital investissement.
- absorption d'E-Market par SLIB.
- augmentation du pourcentage d'intérêts dans Unistrat Assurance (de 50 à 100 %) par rachat des minoritaires et dans Coface SA (de 98 à 100 %) à la suite de l'OPRO de mai 2004.

Entités ad-hoc : la consolidation des entités ad-hoc a été examinée au regard du paragraphe 10052 du règlement CRC 1999-07 modifié par le règlement CRC 2004-04. L'inventaire des structures ad-hoc regroupe 3 catégories d'opérations :

a) Les opérations de titrisation

Opérations réalisées pour compte propre

- Natexis Banques Populaires a réalisé depuis l'exercice 2000 cinq opérations de titrisation synthétiques pour son propre compte dont le principe est décrit en note 2.3. Ces opérations visent à transférer une partie significative du risque de contrepartie associé à certains portefeuilles de prêts (Collateralised Loan Obligation) ou de titres (Collateralised Bond Obligation), au moyen d'instruments dérivés de crédit (Credit Default Swaps) ou de marché (Credit Linked Notes).

Ces opérations portent sur un montant brut de 3,5 Milliards € au 30/06/04 (4,1 milliards d'euros au 31/12/03) et sur un total de risques pondérés de 2,9 Milliards € au 30/06/04 (3,3 milliards d'euros au 31/12/03).

Dans le cadre d'une gestion active des portefeuilles et après accord des autorités de tutelle, il a été décidé au premier semestre 2004 de mettre fin par anticipation à la titrisation synthétique Paris I et II.

(En contre valeur M€ au 30/06/04)

Entités	Devise	Création	Echéance	Montant Brut titrisé	Risques pondérés titrisés	Risques pondérés conservés	First Loss
IGLOO	€	2000	2005	1 492	1 156	503	33
IGLOO II	€	2003	2007	1 820	1 505	411	110
NATIX	\$ (First Loss en €)	2000	2008	221	221	39	3
TOTAL				3 533	2 882	953	146

(En contre valeur M€ au 31/12/03)

Entités	Devise	Création	Echéance	Montant Brut titrisé	Risques pondérés titrisés	Risques pondérés conservés	First Loss
IGLOO	€	2000	2005	1 721	1 282	493	33
IGLOO II	€	2003	2007	1 770	1 394	336	110
NATIX	\$ (First Loss en €)	2000	2008	222	222	40	3
PARIS I & II	\$	2000	2011	396	396	18	8
TOTAL				4 109	3 294	887	154

Opérations réalisées pour le compte de la clientèle

- Natexis Banques Populaires a réalisé en 2002 une titrisation pour le compte de la clientèle destinée à refinancer les portefeuilles de créances de cette dernière en accédant au marché des billets de trésorerie. Dans cette opération, Natexis Banques Populaires exerce les fonctions d'arrangeur, de dépositaire, d'agent placeur, de banque de liquidité et de garant de la lettre de crédit.

Il s'agit d'un conduit multicédant dénommé Elixir Funding.

Au regard des trois critères retenus pour apprécier le contrôle de la structure, le critère afférent à la « majorité des risques » est déterminant : en période de chargement du conduit, Natexis Banques Populaires vise la syndication de la majorité des risques avant un an ; en période de croisière, la syndication de plus de 50 % des lignes de liquidité et de la lettre de crédit sera effective à tout moment. Dans ces conditions, la structure est exclue du périmètre de consolidation.

Des lignes de back-up sur les billets de trésorerie émis par ce fonds ont été ouvertes, ainsi qu'une lettre de crédit.

(En M€)

	30/06/04	31/12/03
Montant autorisé	469,2	408,0
Montant tiré	438,5	339,3
Ligne de liquidité NBP	231,1	204,6
Lettre de crédit NBP	9,8	9,8

b) Les montages fiscaux

Ils concernent le financement d'actifs (avions, bateaux, villages hôteliers, technocentre,...) pour le compte de clients via des entités transparentes fiscalement (GIE, SCI, SA intégrées fiscalement) dans lesquelles Natexis Banques Populaires est membre seul ou aux côtés d'autres banques. Dans ces montages, Natexis Banques Populaires intervient en tant que prêteur de deniers et vendeur de positions fiscales. Au regard de la problématique de la consolidation de ces structures, Natexis Banques Populaires exerce les pouvoirs de décision sur les activités courantes selon une relation fiduciaire dans l'intérêt de ses clients. L'économie d'ensemble de ces montages correspond à une gestion pour compte de tiers ne donnant pas à Natexis Banques Populaires le contrôle de l'entité au sens du paragraphe 10052 du règlement CRC 99-07. Ces montages ne sont donc pas consolidés.

c) Les montages immobiliers

Ils ont pour objet le financement de biens immobiliers (parking, bureaux, sièges sociaux,...) pour le compte de clients via des SCI titulaires de contrats de crédit-bail mis en place par les filiales de crédit-bail de Natexis Banques Populaires ou crédit-bailleuses elles-mêmes. Comme pour la catégorie des montages fiscaux, le groupe Natexis Banques Populaires intervient dans le cadre d'une relation fiduciaire à la demande de ses clients sans que l'existence du contrôle puisse s'établir au regard de l'un des critères prévus au paragraphe 10052 du règlement CRC 99-07.

1.2. Présentation des comptes

1.21 Comptes consolidés

Les états financiers sont présentés en millions d'euros avec un comparatif sur trois périodes.

1.22 Activité institutionnelle

Les emplois, ressources et engagements de la banque au titre de son activité institutionnelle sont identifiés au bilan et hors bilan en extrait de chacune des rubriques concernées par les procédures dont la gestion a été confiée à Natexis Banques Populaires par l'Etat.

La loi de finances rectificative pour 2001 (n° 2001-1276 du 28 décembre 2001), dans son article 84, prolonge jusqu'au 31 décembre 2005 la durée de la mission de Natexis Banques Populaires ou toutes sociétés qu'elle contrôle, de gérer un ensemble de procédures publiques pour compte de l'Etat. Les opérations relevant de ces missions font l'objet d'un enregistrement comptable distinct et certaines d'entre elles peuvent recevoir la garantie de l'Etat. Ces dispositions constituent le patrimoine de Natexis Banques Populaires affecté à la gestion des procédures et sur lequel l'Etat et les autres créanciers des procédures ont un droit spécifique.

S'agissant de Coface, les opérations d'assurance gérées pour le compte de l'Etat ne sont pas enregistrées au bilan, au hors-bilan ou au compte de résultat. Seule la rémunération de gestion perçue dans ce cadre figure au compte de résultat, dans la rubrique Commissions.

1.3. Méthode de consolidation

Les comptes des entreprises contrôlées de manière exclusive sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Les comptes des entreprises contrôlées de manière conjointe sont consolidés par la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles Natexis Banques Populaires exerce une influence notable (soit un pourcentage de contrôle généralement compris entre 20 % et 50 % inclus) sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

1.4. Dates de clôture

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes semestriels au 30 juin des sociétés du groupe.

1.5. Ecart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une participation, la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition, amorti selon un plan approprié tenant compte des objectifs et des caractéristiques de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs et négatifs sont amortis linéairement sur une période n'excédant pas 10 ans.

Pour les montants inférieurs à un million d'euros, l'amortissement se fait sur un an.

Annuellement il est procédé à une réestimation des écarts d'acquisition positifs en vue de réviser, le cas échéant, le plan d'amortissement de l'écart. A ce titre, un amortissement exceptionnel de 17,8 M€ a été enregistré sur l'exercice 2003.

En cas de cession partielle des titres, l'écart d'acquisition restant à amortir, qu'il soit positif ou négatif, est repris au prorata des titres cédés.

La méthode dérogatoire prévue au § 215 du règlement CRC n° 99-07 a été utilisée pour l'acquisition de Natexis Bleichroeder Inc. dont l'écart d'acquisition a été imputé sur les capitaux propres.

Les écarts d'acquisition actif et passif font l'objet d'une information en note 9.

1.6. Conversion des comptes des filiales et succursales étrangères

Le bilan des filiales et succursales étrangères est converti en euros aux cours de fin d'exercice (cours indicatifs de la Banque de France), à l'exception du capital, des réserves et des dotations en capital qui sont convertis aux cours historiques. Les écarts de conversion qui en résultent sont portés dans les capitaux propres.

Les cours moyens de l'exercice (cours quotidiens indicatifs de la Banque de France) sont utilisés pour la conversion des produits et charges. La différence de valorisation des résultats de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture est également portée dans les capitaux propres dans la rubrique "écart de conversion".

1.7. Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail effectuées par les filiales de Natexis Banques Populaires spécialisées dans ce domaine, sont classées dans une rubrique spécifique pour leur valeur déterminée selon les principes de la comptabilité financière. L'impôt différé est calculé sur la totalité de la réserve financière.

1.8 Opérations de crédit-bail locataire

Natexis Banques Populaires a opté le 31 décembre 2000 pour le retraitement des opérations de crédit-bail locataire en retenant la méthode préférentielle. Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de crédit-bail (crédit preneur) sont retraitées en consolidation à l'actif du bilan en poste immobilisations corporelles lorsqu'elles sont significatives, et amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

1.9. Retraitements et opérations réciproques

Préalablement à la consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées font, le cas échéant, l'objet de retraitements afin qu'ils soient mis en conformité avec les principes comptables du groupe décrits ci-après.

Les soldes réciproques, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre sociétés du groupe, sont éliminés.

Les principes comptables et les règles d'évaluation spécifiques aux activités non bancaires sont maintenus dans les comptes consolidés, notamment ceux applicables aux comptes des filiales d'assurance. Cependant, l'élimination des opérations réciproques entre ces filiales et les filiales bancaires conduit à rompre l'adossement entre les placements financiers et les provisions techniques que retranscrit le bilan des filiales d'assurance. Il en résulte que les provisions techniques sont couvertes par des actifs d'assurance et des actifs bancaires.

1.10. Autres provisions assimilées à des réserves

La provision spéciale de réévaluation et la provision pour investissement, constatées uniquement en application de la législation fiscale, sont incorporées aux réserves consolidées. Les variations annuelles de ces provisions sont extournées du compte de résultat.

1.11 Intégration globale des entreprises d'assurance

Depuis l'application au 1^{er} janvier 2001 du règlement 2000-05 portant sur la consolidation des entreprises d'assurance, les règles suivantes sont retenues pour l'intégration des comptes des filiales exerçant cette activité :

- les charges et produits font l'objet d'un classement par nature selon les principes bancaires et non par destination,
- les postes de bilan et de hors bilan sont présentés dans les postes de même nature que ceux existants selon le format bancaire.

Les éléments spécifiques à l'activité d'assurance sont regroupés sur les postes suivants :

- à l'actif, Placement des entreprises d'assurance, et au passif, Provisions techniques des entreprises d'assurance,

- au compte de résultat, Marge brute des activités d'assurance.

La réserve de capitalisation des entreprises d'assurance vie et prévoyance a été retraitée en capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2001 sous déduction d'un montant représentant un scénario d'évolution défavorable de la courbe des taux affectant les titres passibles de la réserve. Ce retraitement donne lieu à constatation d'une participation bénéficiaire différée à hauteur du risque calculé.

La provision pour égalisation de ces mêmes entreprises (Assurance Vie et Prévoyance) est éliminée et reclassée en réserves consolidées sauf pour la partie retenue dans le calcul du résultat technique reversé conventionnellement aux apporteurs de contrats.

Les variations de l'exercice de la réserve de capitalisation et de la provision pour égalisation sont extournées du résultat consolidé et donnent lieu à des dotations ou reprises sur les participations bénéficiaires différées et l'impôt différé constatés.

Jusqu'au 31 décembre 2000, la réserve de capitalisation et la provision pour égalisation figuraient intégralement parmi les provisions techniques.

A l'inverse, la provision pour égalisation constituée par Coface a été maintenue au passif en provision technique, dans la mesure où cette provision couvre un risque macro-économique de fluctuation de sinistralité sur plusieurs exercices.

Les conséquences du décret n° 2003-1236 du 22 décembre 2003 modifiant l'article R 331-5-1 du Code des Assurances portant sur la constitution d'une Provision pour Risque d'Exigibilité (PRE) ont été traitées conformément à l'avis n° 2004-B du Comité d'Urgence du CNC. Considérant que la PRE correspond à un risque non couvert par ailleurs, Natexis Banques Populaires a choisi de comptabiliser intégralement dans les comptes consolidés les PRE constituées partiellement par les filiales d'assurance. Le passage d'un provisionnement partiel, tel que pratiqué au 31/12/2002 en accord avec la Commission de Contrôle des Assurances, à un provisionnement intégral constitue un changement de méthode comptable dont les effets ont été imputés sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2003 à hauteur de 148,5 M€ avant impôt, soit 95,9 M€ nets d'un impôt différé de 52,6 M€. Compte tenu de l'évolution favorable des marchés en 2003, aucune PRE ne s'avèrait nécessaire au 31 décembre 2003, et ce montant complémentaire a été repris par imputation sur les capitaux propres de clôture.

Au 30 juin 2004, l'évaluation du portefeuille de placement confirme l'absence de tout besoin de PRE dans les comptes.

1.12. Notes aux états financiers

Les données chiffrées mentionnées dans les notes sont exprimées en millions d'euros (sauf mention particulière).

NOTE 2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1. Prêts à la clientèle

Les prêts sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale. Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés en hors bilan dans la catégorie "engagements de financement".

2.2. Politique de provisions

Depuis l'exercice 2000, Natexis Banques Populaires articule sa politique de couverture des risques autour de 3 niveaux de provisionnement :

A) Provisions individualisées

- Risques en capital

Lorsqu'il survient un risque de non recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des provisions pour dépréciations ou pour risques sont dotées au compte de résultat, au poste "coût du risque". Ces provisions sont déterminées sur la base d'examens trimestriels, dossier par dossier et pays par pays, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Pour les opérations de crédit-bail et assimilées, les plus et moins values de cession ainsi que les dotations et reprises de provision (biens loués et immobilisations temporairement non louées) sont inscrits en "produit net bancaire". Les indemnités de résiliation sont enregistrées au niveau des « intérêts et produits assimilés ». Seule la fraction en capital des loyers douteux est provisionnée en "coût du risque".

- Risques en intérêts

En application de la réglementation bancaire :

- Les intérêts courus et échus des prêts faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont portés en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés. Si ces intérêts viennent à être payés, ils sont enregistrés dans cette rubrique lors de leur encaissement.
 - Les intérêts concernant des clients pour lesquels des échéances restent impayées pendant plus de trois mois ou le cas échéant six et neuf mois, sont également provisionnés pour leur totalité en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés initialement.
 - Par contagion, l'encours en capital de ces clients est classé en créances douteuses même si l'analyse du risque ne conduit pas à provisionner le risque en capital.
 - Il en est de même pour les biens loués en crédit-bail ; ils sont déclassés en créances douteuses pour leur montant d'encours financier lorsqu'il existe une échéance de loyer ou de frais accessoires impayée depuis plus de trois mois (mobilier) ou six mois (immobilier).
- ##### - Retraitement des risques souverains de l'ex BFCE

En 1991 et 1992, il a été procédé sur les actifs de l'ex- BFCE à des opérations de retraitement des risques souverains selon deux schémas, l'un de "sortie de bilan" (defeasance), l'autre "d'option de vente". A cette fin, deux structures ont été créées, Edval pour la defeasance et Worledge pour l'option de vente et ces 2 structures ont été consolidées pour la première fois au 31 décembre 2002. La consolidation de ces sociétés en application du § 10052 du règlement CRC 99-07, relatif aux entités ad-hoc, implique une révision du niveau de provisionnement des crédits à risques objets de l'option de vente.

A l'actif du bilan consolidé, l'encours net des crédits optionnés est couvert par les titres coupons zéros détenus par ces entités. L'évolution du résultat de ces entités est uniquement fonction de la prise de valeur des titres coupons zéros jusqu'à leur valeur de remboursement atteinte en 2014, date à laquelle le montage prend fin. Sur cette période la prise de valeur des titres compense exactement un provisionnement à 100 % des créances optionnées assurant une neutralité complète du résultat et l'équilibre de la trésorerie nécessaire au refinancement des ces opérations.

Dès lors, le résultat du semestre de ces filiales (produit de 2,8 M€) a été affecté en totalité à une dotation complémentaire aux provisions pour risques pays en vertu de l'équilibre entre les charges de provisionnement et les produits des entités.

Au 30 juin 2004 l'encours net des créances optionnées s'élève à 64 M€ (brut 142 M€, provisions 78 M€) alors que le portefeuille de créances de defeasance a été totalement cédé sur le marché secondaire.

B) Provisions sectorielles et géographiques

Les provisions sectorielles et géographiques couvrent certains domaines d'activités de Natexis Banques Populaires présentant des risques potentiels futurs mais non avérés.

Ces domaines font l'objet de revues trimestrielles qui conduisent, le cas échéant, à inclure dans l'assiette provisionnable des risques sains sur des pays ou des secteurs dont la situation économique laisse présager des difficultés. Lors des revues trimestrielles, les taux de provisionnement des pays et des secteurs sont ajustés en fonction de la perception qu'a Natexis Banques Populaires de l'évolution négative ou positive de ces domaines. En 2003, Natexis Banques Populaires a complété ces provisions pour un montant de 90 M€ pour couvrir des risques potentiels sur de grands dossiers de place européens. Ce montant a été maintenu dans les comptes au 30 juin 2004.

C) Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

Pour compléter la couverture générale de ses risques, Natexis Banques Populaires constitue un fonds pour risques bancaires généraux qui a supporté l'impôt.

2.3. Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation en cours ont pour effet de transférer le risque de crédit sans céder les portefeuilles de référence. Il s'agit d'opérations de titrisation synthétique à base de dérivés de crédits conclus avec des banques tierces conjointement avec des entités ad hoc. Les dérivés de crédits sont assimilés dans leur principe à des assurances crédits et fournissent une protection contre le risque de signature (faillite, restructuration des termes d'un actif de référence et incapacité de payer) sur les débiteurs composant le portefeuille. Les entités ad hoc ne sont pas consolidées car leurs comptes ne reflètent que la protection accordée à Natexis Banques Populaires et sa couverture sur les marchés, le risque résiduel étant assuré par les investisseurs qui financent l'entité.

2.4. Créances, dettes et engagements libellés en devises

Les créances, dettes et engagements de hors bilan, sont convertis en euros aux cours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. La différence de change est directement inscrite en résultat.

En revanche, les différences de change mises en évidence lors de la conversion des emprunts bénéficiant de la garantie de change de l'Etat ou afférentes à l'activité institutionnelle sont inscrites en comptes de régularisation.

2.5. Portefeuille-titres

a) Opérations sur titres (transaction, placement, investissement)

Les règles suivantes sont applicables quel que soit le support juridique utilisé (action, obligation, bon du trésor, certificat de dépôt, billet à ordre négociable, titre de créance négociable, etc.) et sont fonction de la finalité des opérations :

- Titres de transaction : il s'agit des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance et qui sont négociables sur des marchés dont la liquidité est assurée. Les titres sont comptabilisés au prix de transaction (frais et, le cas échéant, intérêts courus compris). A chaque date d'arrêté comptable, ils sont évalués en valeur de marché et le solde global des écarts d'évaluation est porté au compte de résultat en charges ou en produits. S'ils viennent à être détenus plus de 6 mois, ils sont transférés en titres de placement au prix de marché du jour de reclassement.
- Titres de placement : ces titres sont acquis avec une intention de détention supérieure à 6 mois ; ils sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur estimative. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provisions, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition, coupons courus exclus, et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement.
- Titres d'investissement : les titres d'investissement correspondent à des titres à revenu fixe que la société a acquis avec l'intention de les détenir de façon durable et font l'objet soit d'un financement spécifique soit d'une couverture adéquate en matière de risque de taux. Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupons courus exclus, et l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

Conformément aux prescriptions réglementaires, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf s'il est prévu de céder ces titres à brève échéance, dans ce cas la provision couvre un risque de marché et est dotée en "résultat sur actifs immobilisés" ou s'il existe un risque de défaillance de la contrepartie auquel cas la dotation est classée en "coût du risque".

- Actions propres : les achats visent quatre finalités, d'abord la régularisation du cours de l'action par intervention en contre-tendance, ensuite les interventions en fonction des situations de marché, puis l'accompagnement d'opérations de croissance externe, enfin l'attribution d'actions aux salariés du groupe dans le cadre du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise. Dans ce cadre, le nombre d'actions propres détenues au 30 juin 2004 s'élève à 1.418.315 titres pour une valeur de 131 M€ comptabilisée en titres de transaction.

b) Titres de participation non consolidés et titres de l'activité de portefeuille (TAP)

- Les titres de participation non consolidés : ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'usage à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. La valeur d'usage à la date d'arrêté est déterminée en fonction de critères tels que l'actif net réévalué et la rentabilité des sociétés concernées.
- Les titres de l'activité de portefeuille "TAP" : ces titres sont acquis dans le but d'en retirer, à plus ou moins long terme, une rentabilité ou un rendement satisfaisant. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font, le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation pour que leur valeur au bilan n'excède pas leur valeur estimative (valeur de transaction récente, valeur de rentabilité, valeur boursière ou autre méthode de valorisation retenue lors de l'acquisition).

2.6. Revenus du portefeuille-titres, corrections de valeur et résultats de cession

- Les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement.
- Les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus.
- Les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon la nature des opérations :
- titres de transaction, titres de placement et TAP : "gains ou pertes" les concernant, en produit net bancaire.
- titres d'investissement : en coût du risque d'une part, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie, en gains ou pertes sur actifs immobilisés d'autre part, pour les corrections de valeur afférentes à un risque de marché et pour l'ensemble des résultats de cession.
- titres de participation et autres titres détenus à long terme : en gains ou pertes sur actifs immobilisés

2.7. Immobilisations

Immobilisations d'exploitation

- Les immobilisations de l'ancien Crédit National acquises avant le 31 décembre 1976 sont comptabilisées à leur valeur d'utilité déterminée lors de la réévaluation légale de 1976. Celles acquises depuis cette date sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations de l'ancienne BFCE sont enregistrées, dans les comptes consolidés du groupe, à leur valeur d'utilité, déterminée lors de l'acquisition de la BFCE par le Crédit National.

Les immobilisations de l'ex Caisse Centrale des Banques Populaires ont été apportées pour leur valeur nette comptable suite à l'apport partiel d'actif.

- Les immobilisations corporelles sont amorties, principalement selon le mode linéaire, sur leurs durées estimées d'utilisation.

Constructions d'exploitation	25 à 40 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans

- Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les valeurs de réseaux du groupe Coface calculées sur la base de 40 % du chiffre d'affaires pour les sociétés d'assurance, et sur la base d'une analyse multicritères de valorisation (flux financiers nets actualisés, multiple PER, multiple chiffre d'affaires) pour les sociétés de services (information et gestions de créances).

Ces valeurs de réseaux ne font pas l'objet d'un amortissement annuel mais d'un test de dépréciation effectué annuellement. Une information particulière sur l'évaluation des valeurs de réseau du groupe Coface est fournie en note 9.

Immobilisations hors exploitation

Elles sont amorties sur leurs durées estimées d'utilisation soit 30 à 40 ans.

Conformément à la lettre du Secrétaire Général de la Commission Bancaire en date du 21 octobre 1997, les actifs immobiliers hors exploitation, y compris les immeubles dits de patrimoine ou de rapport ont été provisionnés immeuble par immeuble lorsqu'il apparaissait un risque de moins-values latentes.

Les immeubles dits de patrimoine ou de rapport du groupe Natexis Banques Populaires sont pour la quasi-totalité enregistrés aux bilans de sociétés immobilières, qui, comme il est précisé dans la note 1.3, sont consolidées par la méthode de l'intégration globale car elles sont placées sous contrôle exclusif du groupe.

Immeubles faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail

Les immeubles loués en crédit-bail font l'objet, conformément à la lettre évoquée ci-dessus, d'un provisionnement lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur estimée de marché et lorsqu'il existe un risque probable ou certain que l'immeuble, objet du contrat, demeure à terme la propriété du crédit-bailleur.

Matériels et logiciels informatiques

Le matériel informatique est amorti selon le mode dégressif sur 5 ans.

Les logiciels acquis sont amortis sur 1 an en mode linéaire.

Le coût interne des développements des programmes informatiques est comptabilisé directement en charge de l'exercice lorsqu'ils sont destinés à un usage interne ; lorsqu'ils sont destinés à un usage commercial, les coûts sont immobilisés et amortis selon une durée d'usage appropriée.

2.8. Titres subordonnés à terme ou à durée indéterminée

Le groupe a émis des titres subordonnés à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement, en cas de liquidation, n'intervient qu'après le désintéressement des autres créanciers.

Lorsque des titres subordonnés à durée indéterminée sont assimilés à des titres amortissables, chaque paiement d'échéance a été décomposé en une fraction d'amortissement venant en élément soustractif du montant nominal et une fraction d'intérêts qui figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilés.

2.9. Titres participatifs

La rémunération servie sur les titres participatifs émis est assimilée à des intérêts et inscrite, prorata temporis, en charge au compte de résultat.

2.10. Intérêts, primes, lots et commissions

Les intérêts, les primes et lots et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les autres commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement.

2.11. Primes d'aménagement de taux et de remboursement anticipé de prêts clientèle

Les primes d'aménagement de taux et les indemnités de remboursement anticipé sont considérées comme des intérêts perçus d'avance et comptabilisés dans le compte de résultat par année au prorata des pertes d'intérêts résultant du calendrier contractuel des prêts en cause.

2.12. Frais d'émission d'emprunt et frais d'augmentation de capital

- Conformément à l'option fiscale offerte par la loi du 8 août 1994 et à l'évolution de la nature des frais d'émission d'emprunts qui représentent essentiellement un complément du coût de refinancement, le groupe Natexis Banques Populaires étale cette charge sur la durée de vie des emprunts pour les opérations réalisées depuis le 1er janvier 1994.
- Les frais liés aux augmentations de capital de la société mère sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission. Les frais d'augmentation de capital des filiales sont comptabilisés dans les charges de l'exercice.

2.13. Instruments financiers à terme fermes et conditionnels pour compte propre de Natexis Banques Populaires

Le montant notionnel de ces instruments est inscrit au hors bilan à des fins de suivis interne et réglementaire mais ne figure pas parmi les engagements de hors bilan publié. L'information concernant ces instruments est disponible dans les notes annexes.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon les instruments et les intentions d'origine (opérations de couverture ou de marché) :

a) Opérations d'échange de taux :

Ces opérations sont réalisées selon quatre finalités :

- micro-couverture (couverture affectée)
 - macro-couverture (gestion globale de bilan)
 - positions spéculatives
 - gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction
- Les deux premières catégories sont assimilées, au niveau du compte de résultat, à des opérations de prêts ou d'emprunts et les montants perçus ou payés sont incorporés prorata temporis dans le compte de résultat.
 - Le traitement comptable des positions spéculatives est identique pour les intérêts mais les moins-values constatées en date d'arrêté par rapport à la valeur de marché des contrats, sont enregistrées en résultat par voie de provision, contrairement aux opérations de couverture.
 - La dernière catégorie fait l'objet d'une évaluation instrument par instrument à la valeur du marché. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat. L'évaluation est corrigée des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des charges de gestion futures afférentes aux contrats.

b) Opérations d'échange de devises :

- Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.
- Les opérations de change à terme de couverture font l'objet d'un enregistrement prorata temporis en compte de résultat soit sous forme de report et déport lorsqu'elles sont réalisées dans le cadre de l'activité commerciale, soit sous forme d'intérêts courus lorsqu'elles ont vocation à couvrir des actifs ou des passifs à long terme en devises.

c) Options (taux, change, actions) et contrats à terme :

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert.

Dans le cas des opérations de marché, les positions sur une classe d'options ou de contrats à terme sont revalorisées en date de situation. S'il s'agit de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé, les variations de valeur de la position sont directement inscrites en compte de résultat. S'il s'agit de produits traités sur des marchés de gré à gré, seule une éventuelle décote constatée sur la position est enregistrée en résultat par voie de provision sur instruments financiers, les produits latents n'étant pas comptabilisés.

d) Activité institutionnelle :

Les engagements susceptibles d'être pris dans ce cadre vis-à-vis des banques octroyant directement des crédits export financés en devises, pour leur garantir une stabilisation du taux de leurs ressources, ne figurent pas au hors bilan publié. Les charges et produits sur opérations relevant de l'activité institutionnelle (swaps et garanties de stabilisation de taux) sont directement imputés ou versés au Trésor Public selon les modalités fixées conventionnellement avec celui-ci.

2.14. Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

2.15. Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt du semestre est déterminée conformément à la recommandation 99R01 du CNC relative aux comptes intermédiaires et comprend :

- l'impôt exigible des différentes sociétés françaises , au taux de 35,43 % , au taux en vigueur localement pour les sociétés et succursales étrangères.
- l'impôt différé résultant des différences temporaires existant dans les comptes sociaux ou dû à des retraitements spécifiques à la consolidation et calculé selon la méthode du report variable.

La compensation des actifs et passifs d'impôts différés se fait au sein d'une même entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Le principe de prudence retenue par le groupe consiste à ne pas constater d'impôts différés actifs nets qui ne pourraient être effectivement utilisés dans l'avenir en réduction de la charge d'impôt globale. En application de ce principe l'effet des déficits reportables n'est pas pris en compte, de même qu'il est présumé que l'économie future d'impôt ne pourra pas être récupérée si l'entité fiscale a enregistré des pertes fiscales au cours des deux derniers exercices.

A ce titre 270 M€ de bases d'impôt différé actif n'ont pas été comptabilisées par prudence au 30 juin 2004.

Tous les décalages ont été retenus quelque soit la date de récupération ou d'exigibilité.

Le solde net d'impôt différé figure à l'actif en compte de régularisation.

2.16. Passifs sociaux et engagements en matière de retraite

- Les passifs sociaux provisionnés comprennent, pour l'essentiel :
 - . les indemnités et congés de fin de carrière,
 - . les allocations pour préretraite et complément sur retraite,
 - . les allocations de cessation d'activité des travailleurs salariés,
 - . la part patronale à verser aux mutuelles pour les retraités et préretraités,
 - . les médailles du travail.

Ces engagements sont calculés sur la base des paramètres suivants :

- . prise en compte des droits acquis,
- . taux d'actualisation de 4,75% à 5%,
- . table de mortalité : TV 88/90,
- . derniers salaires connus, y compris charges patronales,
- . taux de rotation du personnel fonction de l'historique.

Conformément à l'avis n° 2000-C du Comité d'urgence, le provisionnement intégral des engagements de retraite, méthode retenue comme préférentielle selon le règlement CRC 99-07, a été effectué par prélèvement sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2000.

Suite à l'harmonisation des régimes d'attribution des médailles du travail entre les différentes entités de Natexis Banques Populaires, un traitement identique a été appliqué au cours de l'exercice 2001 à ces engagements.

Conformément à l'avis n° 2004-A du Comité d'Urgence du CNC les incidences de la Loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites modifiant les conditions de départ en retraite des salariés, constituent une modification de régime dont les effets sont étalés sur la durée résiduelle d'activité des salariés. A ce titre, une charge de 0,7 M€ a été comptabilisée dans les comptes du 1^{er} semestre 2004.

Le montant restant à étaler sur les exercices futurs s'élève à 10 M€.

2.17 Changements de méthode comptable

Le règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable, portant notamment sur les modalités de classification des créances douteuses et le traitement comptable des créances restructurées à des conditions hors marché, s'applique à compter du 1^{er} janvier 2003. A l'issue des travaux de recensement des crédits affectés par ce règlement, l'écart d'intérêt futur entre le taux consenti lors de la restructuration et le taux de marché a fait l'objet d'un calcul de décote s'élevant à 11 M€. S'agissant de crédits restructurés lors d'exercices antérieurs, la décote a été constatée par prélèvement sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2003. Cette même décote a été reprise en produits du semestre pour un montant de 0,8 M€ enregistré dans les intérêts et produits assimilés. Le solde de la décote restant à étaler s'élève à 8,7 M€ au 30 juin 2004.

Le règlement n° 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs est applicable à compter du 1^{er} janvier 2005. Natexis Banques Populaires n'a pas retenu la possibilité offerte d'appliquer ce texte par anticipation. Ce règlement comporte des dispositions transitoires cependant applicables à compter du 1^{er} janvier 2003 et portant sur les dépenses faisant l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions ainsi que les dépenses de renouvellement. Une provision pour grosses réparations d'1 M€ dont 0,7 M€ prélevés sur les capitaux propres d'ouverture a été comptabilisée à ce titre sur l'exercice 2003. Elle a été complétée par une dotation de 0,1 M€ au titre du 1^{er} semestre 2004.

En application de la recommandation de l'Autorité des marchés financiers sur le suivi de la valeur des actifs incorporels et des écarts d'acquisition, Natexis Banques Populaires a procédé pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2003 à une revue d'ensemble dont le détail est fourni en note 9.

NOTE 3. OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Caisse ,CCP, banques centrales	152	125	253
Effets publics et valeurs assimilées (1)	8 438	4 093	4 213
Titres de transaction	6 355	1 799	1 877
Titres de placement	1 632	1 772	1 787
Titres d'investissement (2)	390	443	488
Créances rattachées (3)	61	79	62
Créances sur établissements de crédit (4) (5)	45 862	42 769	37 415
A vue	3 745	2 545	4 294
A terme	41 778	883	32 868
créances douteuses	97	86	89
créances rattachées	299	314	226
provisions sur créances douteuses	(57)	(59)	(62)
Total	54 452	46 987	41 881

(1) Après provision des :	(9)	(8)	(6)
Titres de placement	(9)	(8)	(6)
Titres d'investissement			

(2) Dont cessions avant l'échéance :	(14)	(17)	(431)
--------------------------------------	------	------	-------

(3) Dont créances rattachées sur :	61	79	62
Titres de placement	45	66	45
Titres d'investissement	16	13	17

(4) dont créances subordonnées	128	120	115
saines :	128	114	115
douteuses		-	
créances rattachées		6	

(5) dont créances restructurées hors conditions de marché :	26	26	-
Brut	34	35	
Décote	(8)	(9)	

NOTE 3. suite OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES

VENTILATION PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

	France	Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Amérique du Nord	Amérique Latine	Afrique & Moyen Orient	Asie Océanie	Non ventilé
créances sur établissements de crédits 45 862	26 753	10 501	223	104	2 306	634	3 852	1 489
100%	58,3%	22,9%	0,5%	0,2%	5,0%	1,4%	8,4%	3,2%

NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Comptes ordinaires débiteurs	4 399	4 768	3 609
Créances commerciales	596	624	583
Affacturage	2 548	1 937	1 909
Autres concours à la clientèle	29 388	25 270	32 634
Créances rattachées et valeurs non imputées	381	426	404
Créances douteuses	1 112	1 106	1 151
Provisions sur créances douteuses	(668)	(664)	(682)
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (1)	37 756	33 467	39 608
Crédit bail et location simple	5 727	5 538	5 492
Créances rattachées	69	70	92
Provisions sur créances	(171)	(174)	(176)
OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILEES (1)	5 625	5 434	5 408

(1) Dont créances restructurées hors conditions de marché	1	2
Brut	2	2
Décote	(1)	(1)

NOTE 4 suite OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES

VENTILATION PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

		France	Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Amérique du Nord	Amérique Latine	Afrique & Moyen Orient	Asie Océanie	Non ventilé
Opérations avec la Clientèle	37 756	20 203	4 693	816	8 577	871	1 314	955	327
Opérations de Crédit-bail et assimilées	5 625	5 590	35						
	100%	59,5%	10,9%	1,9%	19,8%	2,0%	3,0%	2,2%	0,8%

NOTE 4-1 AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE

	30/06/2004	30/12/2003	30/06/2003
Crédits de trésorerie et à la consommation	10 428	9 837	10 966
Crédits à l'équipement	2 275	2 679	3 087
Crédits à l'export	1 174	1 164	1 256
Crédits à l'habitat	99	103	108
Titres reçus en pension	10 200	6 369	11 806
Prêts subordonnés	219	196	314
Autres crédits	4 993	4 922	5 097
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	29 388	25 270	32 634

NOTE 4-2 OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Crédit-bail immobilier	3 457	3 367	3 363
Encours	3 322	3 207	3 170
Biens temporairement non loués et créances douteuses	205	238	252
Créances rattachées	65	66	87
Provision pour dépréciation des biens	(13)	(13)	(12)
Provision pour dépréciation des créances douteuses	(122)	(131)	(134)
Crédit-bail mobilier	1 590	1 491	1 453
Encours	1 541	1 451	1 408
Biens temporairement non loués et créances douteuses	76	64	68
Créances rattachées	3	3	3
Provision pour dépréciation des biens	(13)	(12)	(10)
Provision pour dépréciation des créances douteuses	(17)	(15)	(15)
Location simple financière	578	576	592
Encours	573	569	584
Biens temporairement non loués et créances douteuses	8	9	10
Créances rattachées	1	1	2
Provision pour dépréciation des biens	(2)	(1)	(2)
Provision pour dépréciation des créances douteuses	(2)	(2)	(2)
TOTAL	5 625	5 434	5 408

NOTE 4-3 CREANCES DOUTEUSES, DOUTEUSES COMPROMISES ET PROVISIONS POUR DEPRECIATION

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Créances douteuses sur les établissements de crédit	40	28	27
Créances douteuses brutes	1	3	4
Provisions pour créances douteuses	-	-	-
Créances douteuses compromises brutes	96	83	85
Provisions pour créances douteuses compromises	(57)	(59)	(62)
Créances douteuses sur prêts à la clientèle	444	442	469
Créances douteuses brutes	260	276	357
Provisions pour créances douteuses	(93)	(105)	(155)
Créances douteuses compromises brutes	852	830	794
Provisions pour créances douteuses compromises	(575)	(559)	(527)
Créances douteuses sur opérations de crédit-bail et assimilées	120	137	155
Créances douteuses brutes	105	77	86
Provisions pour créances douteuses	(47)	(40)	(36)
Créances douteuses compromises brutes	186	234	245
Provisions pour créances douteuses compromises	(124)	(134)	(140)
Taux de couverture :			
Provisions pour créances douteuses sur créances douteuses brutes	38%	41%	43%
Provisions pour créances douteuses compromises sur créances douteuses compromises brutes	67%	66%	65%
Provisions pour créances douteuses totales sur créances douteuses totales brutes	60%	60%	59%

NOTE 5 OBLIGATIONS, ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Titres de transaction (1)	7 058	3 672	4 718
. Actions et autres titres à revenu variable	665	476	579
. Obligations et autres titres à revenu fixe	6 393	3 196	4 139
Titres de placement (2)	5 738	4 959	5 864
. Actions et autres titres à revenu variable	608	547	616
. Obligations et autres titres à revenu fixe	5 130	4 412	5 248
Titres d'investissement (3)	6 167	6 712	7 186
Titres de l'activité de portefeuille (5)	877	890	797
Créances rattachées (4)	110	118	121
TOTAL	19 950	16 351	18 686

(1) dont :			
<i>créances représentatives des titres prêtés</i>	186	89	526
<i>transferts en titres de placement</i>	(68)		
<i>actions propres</i>	131	126	
(2) dont :			
<i>cotés</i>	1 906	1 230	4 432
<i>créances représentatives des titres prêtés</i>	1	-	
<i>transferts de titres de transaction</i>	68	-	
<i>transferts de / vers titres d'investissement</i>	303	-	
<i>subordonnés</i>	38	48	49
<i>émis par des organismes publics</i>	66	67	71
<i>actions propres</i>		-	
<i>plus-values latentes correspondant à la différence entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition</i>	25	29	2
<i>moins-values latentes ayant fait l'objet d'une provision au bilan</i>	(123)	(125)	(108)
(3) dont :			
<i>cotés</i>	4 965	3 362	5 775
<i>transferts de / vers titres de placement</i>	(303)	-	-
<i>subordonnés</i>			
<i>émis par des organismes publics</i>	43	55	1 873
<i>titres douteux</i>	147	143	138
<i>provision</i>	(85)	(75)	(63)
<i>cessions avant l'échéance</i>	(108)	(347)	(1 196)
(4) <i>Après provision de</i>	(6)	(5)	(4)
(5) dont :			
<i>cotés</i>	27	29	51
<i>Après provision de</i>	(225)	(212)	(216)

NOTE 5 suite OBLIGATIONS, ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE

Valeurs estimatives des titres de l'activité de portefeuille :

Fractions du portefeuille évaluées

. au cours de bourse

. d'après d'autres méthodes

Total . (5)

30/06/2004		31/12/2003		30/06/2003	
Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable nette	Valeur estimative
27	50	29	45	51	51
850	1 035	861	1 077	746	937
877	1 085	890	1 122	797	988

NOTE 5-1 TITRES DOUTEUX, DOUTEUX COMPROMIS ET PROVISIONS POUR DEPRECIATION

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Titres de placement-nets de provisions	8	11	7
Titres douteux bruts	19	19	0
Provisions pour titres douteux	(16)	(14)	0
Titres douteux compromis bruts	29	29	69
Provisions pour titres douteux compromis	(24)	(23)	(62)
Titres d'investissement-nets de provisions	62	63	76
Titres douteux bruts	42	53	82
Provisions pour titres douteux	(28)	(20)	(31)
Titres douteux compromis bruts	111	76	60
Provisions pour titres douteux compromis	(63)	(46)	(35)
Taux de couverture :			
Provisions pour titres douteux sur titres douteux bruts	72%	47%	38%
Provisions pour titres douteux compromis sur titres douteux compromis bruts	62%	66%	75%
Provisions pour titres douteux sur titres douteux bruts - toutes natures	65%	58%	61%

Note 6 : OPERATIONS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

Actif - Placements et actifs divers des entreprises d'assurance

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
- Placements des entreprises d'assurance			
Terrains et constructions	520	513	485
Titres de participation non consolidés	28	31	27
Autres placements	17 873	17 127	16 595
Créances sur dépôts des entreprises cédantes	2	2	2
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes	3471	3270	2945
Total Placements dans les entreprises d'assurance	21 894	20 943	20 054
- Comptes de régularisation et actifs divers			
Parts des réassureurs dans les provisions techniques			
Contrats Vie	2 289	2 289	2 293
Contrats non-Vie	275	286	299
Total parts des réassureurs dans les provisions techniques inclus dans les comptes de régularisation et actifs divers	2 564	2 575	2 592
Total	24 458	23 518	22 646

Les placements d'assurance constitutifs de ressources émises par d'autres entités du Groupe ont été annulés au titre de l'élimination des opérations réciproques.

Passif - Provisions techniques des entreprises d'assurance

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Provisions mathématiques	20 318	19 506	18 676
<i>dont :</i>			
- assurance-vie	16 646	16 037	15 534
- assurance IARD	180	160	163
- représentatives de contrats en unités de comptes	3 492	3 309	2 980
Provisions pour sinistres	818	798	770
Provisions pour participation aux bénéfices	116	144	97
Autres provisions techniques	30	31	102
Provisions d'égalisation (1)	141	135	121
Total	21 423	20 614	19 766

(1) Le traitement de cette provision est exposé à la note 1.11

A partir du 31 décembre 2002, les parts des réassureurs dans les provisions techniques ont été transférées des placements des entreprises d'assurance vers les comptes de régularisation et actifs divers, alors que les créances sur dépôts auprès des entreprises cédantes ont été transférées des comptes de régularisation et actifs divers vers les placements des entreprises d'assurance. Les soldes de ces postes au 30 juin 2002 intègrent également ce reclassement afin d'assurer la comparabilité des exercices. Ce reclassement s'élève pour le 30 juin 2002 à 2 290 millions d'euros.

**NOTE 7 : PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES,
AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME**

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
<i>Titres mis en équivalence</i>			
activités de capital risque	27	28	24
BP Développement	27	28	11
IDF Nord Croissance	-	-	6
Sud-Est Croissance	-	-	7
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	-	-	(1)
activités d'assurance	38	35	33
Pôle COFACE	17	15	13
Pôle Natexis Assurances	21	20	20
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	4	9	6
activités services financiers	7	7	7
OFIVM	7	7	7
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	-	-	-
autres activités	1	1	1
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	-	-	-
Sous Total	73	71	65
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	4	9	5
Autres Participations, parts dans les entreprises liées et titres détenus à long terme			
Participations (1) (2)	353	341	367
Créances rattachées (3)	4	1 173	1 286
Sous Total	357	1 514	1 653
Total	430	1 585	1 718
<i>Après Provisions de</i>	(114)	(111)	(112)

(1) *Dont participations non consolidées*

détenues dans des établissements de crédits 55 52 52

(2) *Dont titres cotés* 50 49 50

(3) *Dont avance d'actionnaires à la société Ecrinvest 4 dans le cadre de l'opération*

*de portage des titres Vivendi Universal Publishing pour 1 250 millions d'euros au 30 juin 2003.
et 1 165 millions d'euros au 31 décembre 2003.*

*Les actifs de Vivendi Universal Publishing (VUP) ont été vendus au Groupe Lagardère au cours
du 1er semestre 2004 mettant fin à l'opération de portage évoquée ci-dessus.*

NOTE 7.1 - TITRES DE PARTICIPATIONS ET DE FILIALES NON CONSOLIDES

Principales participations :	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Soparind	43	43	43
Sicovam Holding	30	30	30
IKB Deutsche Industriebank	29	29	29
Athlon Groep	23	23	23
SCI Colomb Magellan	22	22	22
Finantia	15	15	15
Autres titres :	191	179	205
Total	353	341	367

Note 8 : Immobilisations

	30/06/04			31/12/03			30/06/03		
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net
Immobilisations d'exploitation									
. Immobilisations incorporelles	608	(172)	436	586	(151)	435	566	(134)	432
. Immobilisations corporelles	704	(311)	393	711	(308)	403	684	(297)	387
Total	1 312	(483)	829	1 297	(459)	838	1250	(431)	819
Immobilisations hors exploitation	88	(30)	58	27	(5)	22	28	(5)	23
Immobilisations données en location simple non financière	222	(114)	108	227	(110)	117	221	(105)	116
Total des immobilisations	1 622	(627)	995	1 551	(574)	977	1 499	(541)	958

Valeurs brutes	31/12/2003	acquisitions	cessions	changement de périmètre	autres	30/06/2004
Immobilisations incorporelles d'exploitation :	586	16	(6)	13	(1)	608
. fonds de commerce	386	0		4	3	393
. Logiciels	177	10	(3)	8	1	193
. Autres immobilisations incorporelles	23	6	(3)	1	(5)	22
Immobilisations corporelles d'exploitation :	711	40	(7)	17	(57)	704
. terrains et constructions d'exploitation	390	31		4	(56)	369
. autres immobilisations corporelles d'exploitation	321	9	(7)	13	(1)	335
Immobilisations corporelles hors exploitation :	27	0	(1)	5	57	88
. terrains et constructions hors exploitation	24		(1)	5	57	85
. autres immobilisations corporelles hors exploitation	3					3
. immobilisations données en location simple non financière	227	-	(5)			222
TOTAL	1 551	56	(19)	35	(1)	1 622

Amortissements et provisions	31/12/2003	dotations et reprises	cessions	changement de périmètre	autres	30/06/2004
Immobilisations incorporelles d'exploitation :	(151)	(17)	6	(11)	1	(172)
. fonds de commerce	(7)	(2)	2	(4)	0	(11)
. Logiciels	(140)	(13)	3	(7)	(1)	(158)
. Autres immobilisations incorporelles	(4)	(2)	1	0	2	(3)
Immobilisations corporelles d'exploitation :	(308)	(22)	5	(13)	27	(311)
. terrains et constructions d'exploitation	(110)	(5)		(4)	25	(94)
. autres immobilisations corporelles d'exploitation	(198)	(17)	5	(9)	2	(217)
Immobilisations corporelles hors exploitation :	(5)	0	(1)	0	(24)	(30)
. terrains et constructions hors exploitation	(5)	-	(1)	-	(24)	(30)
. autres immobilisations corporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	0
. dotations aux amortissements et aux provisions	-	-	-	-	-	-
. immobilisations données en location simple non financière	(110)	(6)	2			(114)
TOTAL	(574)	(45)	12	(24)	4	(627)

NOTE 9 - ECARTS D'ACQUISITION

	30/06/2004				Net 2003	Net 30/06/03
	Nouveaux écarts	Dotations amort.	Sorties	Net		
ACTIF						
Natexis Assurances et filiales	0	(8)		91	99	108
Natexis Private Equity et filiales	0	(1)		17	18	21
Natexis Interépargne	0	(2)		29	31	33
Natexis Asset Management	0	(7)		99	106	112
Coface	37	(4)		89	56	60
Autres	2	(7)		60	65	68
Ecarts d'acquisition actif	39	(29)	0	385	375	402

	30/06/2004				Net 2003	Net 30/06/03
	Nouveaux écarts	Reprises amort.	Sorties	Net		
PASSIF						
Natexis Lease et filiales	0	(2)		26	28	30
Natexis Assurances et filiales	0	(2)		15	17	19
Autres	0	(3)		28	31	34
Ecarts d'acquisition passif	0	(7)	0	69	76	83

Natexis Banques Populaires a procédé pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2003 à une évaluation des actifs incorporels et des écarts d'acquisition figurant à son bilan. La revue d'évaluation a porté sur les actifs incorporels et les écarts d'acquisitions significatifs supérieurs à 4 millions d'euros et s'est appuyée sur l'expertise d'un cabinet d'évaluation indépendant. La méthode d'évaluation retenue est la méthode de la valeur actuelle nette des flux de trésorerie. Toutefois, lorsque l'écart d'acquisition a pu être référé à la valeur vénale de certains actifs corporels comme les actifs immobiliers ou le portefeuille titres, la valeur vénale a été retenue. La méthode de la valeur actuelle nette des flux futurs de trésorerie s'appuie sur l'établissement de business plan élaborés par le management des principales filiales et validés par la Direction générale de Natexis Banques Populaires. Le taux d'actualisation des flux de trésorerie futur est, filiale par filiale, la résultante d'une moyenne du taux de rendement de l'OAT 10ans, de la prime de risque de marché sur lequel intervient la filiale, d'un bêta tel qu'il ressort d'un échantillon de sociétés comparables. Les résultats de cette méthode ont été confrontés avec les méthodes usuelles de comparaison boursière, d'actif net réévalué aux fins de validation complémentaire. A l'issue de ces travaux, il est apparu nécessaire de déprécier à hauteur de 17,8 millions d'euros les écarts d'acquisition de certaines filiales dont le retour à la rentabilité n'interviendra qu'à moyen terme. La méthode de la valeur actuelle nette des flux futurs de trésorerie a été appliquée au Groupe Coface dans les mêmes conditions que pour les autres filiales. Le résultat de cette méthode confirme la valorisation du groupe Coface dans les livres de Natexis Banques Populaires et ne remet pas en cause les méthodes d'évaluation retenues pour les valeurs de réseau lors de l'acquisition en juillet 2002, à savoir 40% du chiffre d'affaires moyen sur 3 ans pour les actifs incorporels des sociétés d'assurance et sur la base d'une analyse multicritères de valorisation pour ceux des sociétés d'information financière et gestion de créances.

NOTE 10 COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS - ACTIF

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Part des réassureurs dans les provisions techniques	2 564	2 575	2 592
Débiteurs divers	2 373	1 986	2 569
Instruments conditionnels achetés	1 229	1 057	1 529
Chèques et effets à l'encaissement, comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	857	562	1 844
Produits à recevoir	748	826	592
Comptes spécifiques à l'assurance	434	401	380
Ajustement technique	351	344	599
Impôts différés	163	150	152
Comptes d'encaissement	43	32	41
Divers	1 454	1 857	1 641
Total	10 216	9 790	11 939

NOTE 11 - OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES - PASSIF

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Banques centrales, CCP		1	19
Dettes envers les établissements de crédits	42 810	35 611	32 560
A vue	10 126	9 047	10 585
A terme	32 684	26 564	21 975
Autres sommes dues	108	340	306
Dettes rattachées	253	148	131
Total	43 171	36 100	33 017

NOTE 12. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Comptes et emprunts :	10 067	10 177	10 290
à vue	6 517	6 685	6 453
à terme	3 550	3 492	3 837
Titres donnés en pension livrée	20 665	18 949	27 650
Dépôts de garantie	174	149	137
autres sommes dues	92	49	103
Dettes rattachées	111	65	99
	31 109	29 389	38 279

NOTE 13. DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	26 173	21 418	20 263
Emprunts obligataires	4 192	5 462	4 929
Bons de caisse et bons d'épargne	12	9	7
Autres effets de commerce	667	677	640
Dettes rattachées	222	253	220
Total (1)	31 266	27 819	26 058

(1) émis directement par :

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Natexis Banques Populaires	28 910	26 514	24 824
Natexis US Finance Corporation	1 198	-	-
Natexis Factorem	668	677	640
Val A	124	129	143
Natexis Private Banking Luxembourg	6	141	99
Coface	250	250	250
Interfinance Natexis N.V.	99	99	99
Autres	11	9	3
Total	31 266	27 819	26 058

NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS - PASSIF

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Créditeurs divers	2 884	2 249	3 028
Titres de transaction-dettes pour titres empruntés	6 192	2 872	2 514
Comptes spécifiques à l'assurance	2 486	2 472	2 436
Instruments conditionnels vendus	1 125	1 044	1 701
Produits perçus d'avance (1)	151	1 320	1 408
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	799	559	1 342
Charges à payer	915	1 016	678
Ajustement technique	449	420	355
Impôts différés	137	140	124
Comptes d'encaissement	106	98	113
Divers	1 148	1 503	1 742
Total	16 392	13 693	15 441

(1) Dont respectivement 1 166 et 1 247 millions d'euros de produits perçus d'avance au 31 décembre 2003 et 30 juin 2003 dans le cadre de l'opération de portage des titres Vivendi Universal Publishing.

Les actifs de Vivendi Universal Publishing (VUP) ont été vendus au Groupe Lagardère au cours du 1er semestre 2004, mettant fin à l'opération de portage évoquée ci-dessus.

NOTE 15. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Provision pour risques pays	267	259	278
Provision pour risques sectoriels	198	200	145
Provision pour risques individualisés	72	72	85
Provision pour litiges (1)	17	15	16
Provision sur engagements de hors-bilan	10	11	11
Provision pour passifs sociaux	155	156	148
Provision pour grosses réparations	1	1	-
Provision pour pertes futures sur contrats indicie ls	0	8	8
Provisions pour instruments financiers à terme	13	9	37
Provisions pour risques activité immobilière	4	5	5
Autres provisions	107	75	42
Total	844	811	775

(1) provisions pour litiges : elles couvrent le risque pour la banque d'avoir à réparer un préjudice causé à un tiers. Lorsque le tiers a mis en jeu la responsabilité de la banque par une action en justice les services juridiques de la banque procèdent à une estimation de la recevabilité de cette mise en jeu par les tribunaux et, dans l'affirmative, déterminent le montant probable du dédommagement. Au fur et à mesure de l'évolution de la procédure judiciaire (première instance, appel...) le montant de la provision fait l'objet d'un ajustement.

Les provisions pour litiges constatées dans les comptes de la banque couvrent pour l'essentiel des actions en demandes (remboursement de dommages et intérêts, actions en responsabilité pour soutiens ou ruptures abusifs ...) engagées par la clientèle ou les mandataires de justice.

Au 30 juin 2003, les provisions pour litiges étaient incluses dans les provisions pour risques individualisés

VARIATIONS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	31/12/2003	dotations	utilisation	dis ponible	autres	30/06/2004
Provision pour risques pays	259	18	-	(15)	5	267
Provision pour risques sectoriels	200	3	-	(7)	1	198
Provision pour risques individualisés	72	8	(5)	(4)	1	72
Provision pour litiges	15	3	(1)	0	0	17
Provision sur engagements de hors-bilan	11	0	-	(1)	0	10
Provision pour passifs sociaux	156	5	(6)	-	0	155
Provision pour grosses réparations	1	0	-	-	-	1
Provision pour pertes futures sur contrats indicie ls	8	0	(8)	-	-	0
Provisions pour instruments financiers à terme	9	9	(6)	-	0	13
Provisions pour risques activité immobilière	5	1	(1)	-	0	4
Autres provisions	75	39	(6)	(2)	1	107
Total	811	85	(32)	(29)	8	844

(1) écarts de conversion et reclassement de rubrique à rubrique

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)			
Titres subordonnés	1 404	1 472	1 527
Emprunts subordonnés	737	685	705
Sous-Total	2 141	2 157	2 232
Dettes subordonnées à durée indéterminée			
Titres subordonnés (2)	99	106	119
Emprunts subordonnés	83	115	155
Sous-Total	182	221	274
Total	2 323	2 378	2 507
Dépôt de garantie à caractère mutuel	2	3	3
Dettes rattachées	31	36	27
Total Dettes subordonnées (3)	2 356	2 417	2 537

(1) Titres et emprunts subordonnés remboursables :

échéances	devises			
2014	EUR	41	-	-
2013	EUR	550	550	550
2012	EUR	333	334	334
2011	EUR	39	39	39
2010	FRF	9	9	9
2010	EUR	312	312	312
2009	FRF	56	56	56
2009	EUR	98	98	98
2008	FRF	2	2	2
2007	FRF	101	101	101
2006	FRF	187	186	154
2005	USD	256	246	272
2005	FRF	45	45	45
2004	FRF	3	31	31
2004	LUF	109	148	151
2003	LUF	-	-	25
2003	FRF	-	-	52
2002	LUF	-	-	-
		2 141	2 157	2 232

(2) Titres subordonnés à durée indéterminée :

- 100 millions USD au taux après swap de 12,70% et à échéance économique du 25 février 2004. Traité comptablement comme un emprunt amortissable. (cf. note 2-8)
- son montant en millions USD est de
- et sa contrevaieur en millions d'euros
- TSDI convertible en actions de Natexis Banques Populaires émis en mai 1996
- Titres participatifs non remboursables émis en novembre 1985 par la BFCE et dont la rémunération comprend une partie fixe égale à 0.45 x TAM et une partie variable en fonction de la progression du résultat net consolidé par rapport à l'exercice précédent.

	-	7	14
	-	6	12
	99	100	107
	99	106	119

(3) dont emprunts :

de Natexis Banques Populaires	2 218	2 246	2 353
de ABP Vie	78	79	85
de Natexis Factorem	27	33	33
de Natexis Lease	-	16	16
d'Interfinance	-	9	15
de Natexis Private Banking Luxembourg	10	10	10
de Natexis Arbitrage	10	10	10
de Sofingest	5	5	5
de Fructicom	4	4	4
de Natexis Coficiné	2	2	2
de La Prospérité	-	-	2
de Natexis Métaux	-	-	-
de Fructibail	-	-	-
de SBF	-	-	-
	2 354	2 414	2 534

NOTE 17. VARIATION DES FONDS PROPRES ET ASSIMILES (selon la proposition d'affectation du résultat)

en millions d'EUROS	Capital	Primes d'émission	Réserves (1)	Capitaux propres hors FRBG	FRBG	Capitaux propres	Intérêts minoritaires
Fonds propres et assimilés au 30 Juin 2003 avant résultats	763	1 764	1 150	3 677	242	3 919	641
Augmentation de capital	6	27		33		33	
Ecart de conversion			(49)	(49)		(49)	(50)
changements de méthodes (2)	-	-	(7)	(7)		(7)	
variations du périmètre (3)				0		0	185
Autres variations (4)	-		(6)	(6)		(6)	1
Fonds propres et assimilés au 31 Décembre 2003 avant affectation	769	1 791	1 088	3 648	242	3 890	777
Résultat au 31 décembre 2003	-	-	265	265	-	265	58
Distribution	-		(116)	(116)	-	(116)	(53)
Fonds propres et assimilés au 31 Décembre 2003 après affectation	769	1 791	1 237	3 797	242	4 039	782
Augmentation de capital		1		1		1	
Ecart de conversion			20	20		20	20
changements de méthodes (5)	-	-		0		0	(5)
variations du périmètre (6)				0		0	(28)
Autres variations	-			0		0	
Fonds propres et assimilés au 30 juin 2004 avant résultats	769	1 792	1 257	3 818	242	4 060	769
Résultat au 30 juin 2004	-	-	208	208	-	208	36
Fonds propres et assimilés (7) au 30 juin 2004 après résultats	769	1 792	1 465	4 027	242	4 269	804

(1) Part du groupe dans les réserves, report à nouveau, différences de consolidation, écarts de réévaluation, écarts de conversion, bénéfice consolidé.

(2) dont :	- Changement de méthode net d'impôt différé relatif à la première application du CRC 2002-03	(7)
	- Changement de méthode net d'impôt différé relatif à la PRE des sociétés d'assurance selon les modalités du décret 2003-1236 et de l'avis du comité d'urgence du CNC 2004-B	(96)
	- Reprise de la PRE sur l'exercice 2003 constatée par capitaux propres dans la limite du retraitement d'ouverture	96
	Total	<u>(7)</u>
(3) dont :	Natexis Preferred Capital III	170
	Sopromec	9
	Autres variations	6
	Total	<u>185</u>
(4) dont :	Annulation des actions propres inscrites en titres immobilisés	(4)
	Modification écart d'acquisition Natexis Bleichroeder Inc	(2)
	Total	<u>(6)</u>
(5) Changement de méthode consolidation de Bancassurance Popolari		(5)
(6) dont :	variation des minoritaires de la Coface suite à l'Offre Publique de Retrait Obligatoire rachat par la Coface des minoritaires dans Unistrat	(15)
	Total	<u>(13)</u>
	Total	<u>(28)</u>

(7) Les minoritaires des filiales ayant émis les actions préférentielles s'élèvent à 742 millions d'euros

NOTE 18 : INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

En millions d'euros

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Ventilation des équivalents risques pondérés par type de contrepartie (effet collatéral déduit)			
Banquiers	392	547	533
Clients	258	278	286

NOTE 19 INFORMATIONS SUR LES ENCOURS HORS BILAN (PRODUITS DERIVES)

En millions d'euros

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Encours hors-bilan (notionnels) des produits dérivés	1 030 746	805 131	772 587
Opérations de couverture (micro et macro couverture)	370 845	286 299	238 618
Opérations de gestion de positions	659 901	518 832	533 969
	1 030 746	805 131	772 587
Opérations effectuées sur les marchés de gré à gré	830 081	681 804	642 310
Opérations effectuées sur les marchés organisés (et assimilés)	200 665	123 327	130 277
	1 030 746	805 131	772 587
Opérations fermes	733 179	634 238	587 626
Opérations conditionnelles	297 567	170 893	184 961
	1 030 746	805 131	772 587
Type de marché			
. taux d'intérêt	670 919	539 155	540 287
. change	292 705	197 240	172 579
. autres	67 122	68 736	59 721
	1 030 746	805 131	772 587
Type de produits			
. Swaps	378 875	141 360	132 501
. FRA	87 496	274 728	266 273
. Futures	85 937	96 164	82 040
. Caps, floors et options de taux d'intérêt	52 713	46 691	46 647
. Autres options	226 589	102 435	114 139
. change à terme	180 842	121 967	106 676
. Autres	18 294	21 786	24 311
	1 030 746	805 131	772 587
Engagements sur marchés de gré à gré selon la durée résiduelle			
0 à 1 an	574 181	479 225	457 819
1 à 5 ans	167 816	132 769	122 002
plus de 5 ans	88 084	69 810	62 489
Engagements sur marchés organisés (et assimilés) selon la durée résiduelle			
0 à 1 an	195 087	110 728	124 801
1 à 5 ans	3 120	2 819	1 795
plus de 5 ans	2 458	9 780	3 681
	1 030 746	805 131	772 587
Encours bilan attachés aux produits dérivés			
Instruments conditionnels achetés	1 229	1 057	1 529
Instruments conditionnels vendus	1 125	1 044	1 701

NOTE 20 : OPERATIONS EN DEVISES

Positions nettes bilan et hors-bilan

En millions d'euros

Monnaies	Pays d'émission	30/06/2004		31/12/2003		30/06/2003	
		Longues	Courtes	Longues	Courtes	Longues	Courtes
USD	Etats-Unis	83			(97)	120	
GBP	Royaume-Uni	259			(60)	12	
CAD	Canada		(2)	1	-	1	
NOK	Norvège			-	-	4	
DKK	Danemark		(1)		(1)	1	
JPY	Japon	6		9		7	
CHF	Suisse		(5)	-	(6)	1	
Autres devises		10	(3)	6	(5)	5	(18)
Total		347		(153)		133	

NOTE 21 : INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Sur opérations avec les établissements de crédit	947	1 141	1 884
Sur opérations avec la clientèle	592	601	1 120
Sur opérations de crédit bail et assimilés	152	167	289
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	389	475	814
Sur opérations de macro couverture	1	1	3
Total	2 081	2 385	4 110

NOTE 22: INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Sur opérations avec les établissements de crédit	(875)	(1 067)	(1 816)
Sur opérations avec la clientèle	(272)	(278)	(496)
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	(2)	(2)	(3)
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	(545)	(627)	(1 127)
Sur opérations de macro couverture	(2)	(1)	(3)
Total	(1 696)	(1 975)	(3 445)

NOTE 23 : REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Placements	2	3	5
Titres de l'Activité de Portefeuille (TAP)	11	8	16
Participations	6	8	21
Total	19	19	42

NOTE 24: COMMISSIONS

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Produits de commissions			
Sur autres prestations de services financiers	194	180	331
Sur opérations avec la clientèle	147	161	355
Sur opérations sur titres	98	86	191
Sur moyens de paiement	72	61	138
Sur engagements de financement	20	18	40
Sur instruments financiers à terme	16	15	20
Sur engagements de garantie	7	5	11
Sur autres engagements donnés	1	3	4
Sur opérations de change	1	1	2
Sur opérations avec les établissements de crédit	1	1	2
Produits de commissions	557	531	1 094
Charges de commissions			
De l'activité d'assurance	(129)	(103)	(235)
Sur autres prestations de services financiers	(75)	(64)	(155)
Sur opérations sur titres	(20)	(20)	(43)
Sur moyens de paiement	(19)	(17)	(40)
Sur opérations avec les établissements de crédit	(15)	(16)	(25)
Sur instruments financiers à terme	(17)	(12)	(24)
Sur autres engagements reçus	(4)	(10)	(8)
Sur engagements de garantie	(2)	(1)	(3)
Sur opérations de change	(1)	(1)	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-	-
Charges de commissions	(282)	(244)	(533)
Commissions nettes	275	287	561

NOTE 25 : RESULTAT DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Résultat sur titres de transaction	86	21	126
Résultat sur opérations de change	61	2	(2)
Resultat sur opérations d'instruments financiers à terme	(47)	(96)	(3)
Total	100	(73)	121

**NOTE 26 : GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES
DE PLACEMENT ET ASSIMILES**

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Titres de placement			
Plus-values de cession	37	73	88
Moins-values de cession	(13)	(1)	(14)
Dotations aux provisions	(111)	(69)	(119)
Reprises de provisions	111	53	118
Frais d'acquisition	-	-	-
sous-total	24	56	73
Titres de l'activité de portefeuille (TAP)			
Plus-values de cession	83	30	88
Moins-values de cession	(8)	(7)	(22)
Dotations aux provisions	(34)	(58)	(85)
Reprises de provisions	18	39	73
Frais de cession sur TAP	(1)	-	(1)
sous-total	58	4	53
Total	82	60	126

NOTE 27: MARGE BRUTE DES ACTIVITES D'ASSURANCE

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Primes Vie	1 238	1 131	2 218
Primes Non Vie	399	340	703
Produits nets des placements financiers	473	420	965
Charges de prestation	(1 201)	(1 096)	(2 210)
Variation des provisions techniques	(547)	(473)	(982)
Total	362	322	694

NOTE 28 . PRODUITS NETS DES AUTRES ACTIVITES

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Ventes et loyers d'immeubles par les filiales immobilières	7	4	16
Prestations d'informatique	28	26	61
Prestations de credit management (information et gestion de créances)	55	44	85
Autres	1	5	8
Total	91	79	170

NOTE 29 : CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Frais de personnel			
Salaires et traitements	326	307	632
Charges sociales (1)	136	124	274
Intéressement et participation	24	17	38
Charges fiscales	26	24	48
Refacturations	(7)	(5)	(11)
Total	505	467	981
Autres frais administratifs			
Impôts et taxes	25	34	67
Services extérieurs	335	300	624
Refacturations	(18)	(9)	(21)
Total	342	325	670
Charges générales d'exploitation	847	792	1 651
Effectif salarié moyen (en équivalent temps plein)	12 205	12 171	11 877
(1) Dont charges de retraite	41	37	86

NOTE 30 : COUT DU RISQUE

	30/06/2004		30/06/2003		31/12/2003		30/06/2002 pro forma	
Sur créances:								
Dotations aux provisions	-69	-45	-102	-73	-187	-139	-99	-93
Reprises de provisions	76		82		168		57	
Pertes couvertes	-53		-56		-128		-50	
Pertes non couvertes	-4		-3		-9		-5	
Récupérations sur créances amorties	5		6		17		4	
Sur titres:		-29		-18		-29		-21
Dotations aux provisions	-31		-19		-42		-33	
Reprises de provisions	2		1		13		11	
Charge nette sur éléments d'actif		-74		-91		-168		-114
Sur risques et hors bilan								
Dotations		-32		-36		-129		-41
aux provisions pour risques	-31		-35		-124		-40	
aux provisions sur engagements par signatures	-1		-1		-5		-1	
Reprises		32		24		85		69
des provisions pour risques	31		23		81		69	
de provisions sur engagements par signatures	1		1		4		0	
Charge nette sur éléments de passif		0		-12		-43		28
Total		-74		-103		-211		-86

Variation des provisions	déc-03	dotations	reprises	PNB*	Autres**	juin-04
Créances douteuses et débiteurs douteux	726	69	-76	-2	12	728
Titres douteux	103	31	-2	0	-1	131
Risques géographiques et sectoriels (passif)	460	21	-22	0	5	465
Risques individualisés (passif)	98	12	-11	-1	1	99
	1 387	132	-110	-3	18	1 423

*Les provisions sur intérêts impayés sont enregistrées en PNB;

**Cette colonne comprend essentiellement les écarts de conversion et les reclassements de rubrique à rubrique

NOTE 31 : GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Immobilisations financières			
Plus-values			
- Participations et autres titres détenus à long terme	1	11	34
- Titres d'investissement	3	1	1
Moins-values			
- Participations et autres titres détenus à long terme	(2)	(1)	(9)
- Titres d'investissement	(7)	(7)	(16)
Dotations aux provisions			
- Participations et autres titres détenus à long terme	(1)	(7)	(21)
- Titres d'investissement			
Reprises de provision			
- Participations et autres titres détenus à long terme	7	5	16
- Titres d'investissement	3	6	7
Sous-total	4	9	12
Immobilisations corporelles et incorporelles	1	1	1
TOTAL	5	9	13

NOTE 32 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Frais de personnel			
dotation à la provision			
charges exceptionnelles	(2)	(2)	(5)
reprise de la provision	2	2	5
Résultat de première consolidation sociétés entrées dans le périmètre	1		(10)
Autres éléments exceptionnels			
autres charges exceptionnelles (1)	(12)	(33)	(31)
autres produits exceptionnels (2)	2	24	54
Total	(9)	(9)	13

(1) dont principalement en 2003 charge sur redressement de TVA et en 2004 charge sur plans de stocks options du Groupe Coface

(2) Au 31 décembre 2003 les autres produits exceptionnels comprennent une subvention à recevoir de la société mère pour 30 millions d'euros et des produits sur dégrèvements de TVA et de taxe sur les salaires pour 24 millions d'euros.

NOTE 33 -IMPOT SUR LES BENEFICES

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Groupe d'intégration fiscale	(115)	(34)	(108)
Autres filiales françaises	(8)	(7)	(13)
Filiales étrangères	(3)	1	(3)
Succursales à l'étranger	(20)	(10)	(14)
Impôt courant	(147)	(50)	(137)
Impôt différé	17	7	(17)
Total	(130)	(43)	(154)

NOTE 33-1 RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPOT TOTALE ET LA CHARGE D'IMPOT THEORIQUE

En millions d'euros	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
+ Résultat net- Part du groupe	208	111	265
+ Résultat net- Part des minoritaires	36	27	58
+ Impôt de l'exercice	130	43	154
+ Amortissement des écarts d'acquisition	22	27	64
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(4)	(5)	(10)
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écart d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	391	203	532
+/- Différences permanentes (1)	(86)	(73)	(194)
= Résultat fiscal consolidé	305	130	338
x Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	(102)	(43)	(113)
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	(5)	(3)	(8)
+ Impôt au taux réduit	(9)	(28)	(29)
+ Défisits de l'exercice limités par prudence (2)	(4)	(8)	(13)
+ Effets de l'intégration fiscale	3	23	23
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	(0)	(1)	(2)
+ Redressements fiscaux	(19)	8	(31)
+ Avoirs fiscaux et crédits d'impôt	3	5	7
+ Effet de la norme semestrielle	(0)	0	-
+ Autres éléments	4	4	13
= Charge d'impôt de l'exercice	(130)	(43)	(154)

- (1) Les principales déductions opérées au titre de différences permanentes sont: les résultats exonérés des filiales à statut SCR et ceux des filiales ayant émis des actions préférentielles dont le dividende est assimilé fiscalement à une charge d'intérêt

NOTE 33-2. VENTILATION DE L'IMPOT DIFFERE COMPTABILISE

En millions d'euros	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Principales sources d'impôt différé (1)			
GIE fiscaux	(247)	(261)	(265)
Réserves latentes de crédit-bail	(195)	(192)	(153)
Provisions pour passifs sociaux	103	101	90
Autres provisions non déduites	465	464	503
Plus-values latentes sur OPCVM	29	7	4
Déficits ordinaires et ARD	157	177	186
Autres décalages temporels	21	23	28
Total des sources brutes d'impôts différés	333	319	392
Sources d'impôts différés actifs non retenues par prudence	(270)	(317)	(354)
Total des sources nettes d'impôts différés	63	3	38
Impôt différé comptabilisé			
Impôt différé au taux courant	26	10	29
Impôt différé- contributions	1	0	2
Impôt différé au taux réduit	(1)	(1)	(3)
Impôt différé total comptabilisé	26	9	28
dont: -impôt différé actif	163	150	152
-impôt différé passif	(137)	(141)	(124)
-impôt différé des sociétés en équivalence	(0)	(0)	(0)

(1) Les sources d'impôts différés génératrices d'impôts différés actifs sont signées avec un signe positif, celles engendrant des impôts différés passifs sont entre parenthèses.

NOTE 34 : ANALYSE PAR PÔLE DU COMPTE DE RESULTAT

En millions d'euros

	Grandes Clientèles Financements et Marchés	Capital Investissement et Gestion de Fortune	Service	Gestion du poste clients	Divers	TOTAL
PRODUIT NET BANCAIRE	595	101	295	308	57	1 356
Frais généraux et dotations aux amortissements	(321)	(45)	(201)	(244)	(75)	(886)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	275	56	94	64	(18)	470
Coût du risque	(66)	(1)	(3)	(4)	(1)	(74)
RESULTAT D'EXPLOITATION	209	55	91	60	(19)	396
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	205	44	87	61	9	405

**NOTE 34-1 : CONTRIBUTION DES SOCIETES NON
BANCAIRES INTEGREES GLOBALEMENT AU
RESULTAT CONSOLIDE**

Les sociétés non bancaires les plus significatives sont les sociétés du pôle Natexis Assurances intégrées globalement (Natexis Life, ABP Prévoyance, ABP Vie, La Prospérité, Vitalia Vie et Bancassurance Popolari) ainsi que le groupe consolidé Coface.

	30/06/2004		30/06/2003		31/12/2003	
	contribution au résultat consolidé	résultat technique d'assurance	contribution au résultat consolidé	résultat technique d'assurance	contribution au résultat consolidé	résultat technique d'assurance
Marge d'intérêts	(5)	(2)	(12)	(10)	(11)	(5)
Commissions nettes	(74)	(129)	(48)	(93)	(128)	(234)
Résultat du portefeuille de placement	-	-	-	-	-	-
Marge brute des sociétés d'assurance	362	358	322	345	694	718
Produits nets des autres activités	55	-	44	-	85	-
Produit net bancaire	338	227	306	242	640	479
Charges générales d'exploitation	(236)	(173)	(222)	(161)	(444)	(339)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	(10)	(10)	(9)	(10)	(24)	(16)
Résultat brut d'exploitation	92	44	75	71	172	124
Coût du risque	(3)					
Résultat d'exploitation	89	44	75	71	172	124
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	2		2		4	
Gains ou pertes sur actifs immobilisés						
Résultat courant avant impôt	91	44	77	71	176	124
Résultat exceptionnel	(10)		(1)		(4)	-
Résultat technique		44		71		124
Impôt sur les bénéfices	(29)		(26)		(66)	
Amortissement des écarts d'acquisition	(1)		(1)		(3)	
Intérêts minoritaires	(1)		(1)		(3)	
Résultat net part du Groupe	50		48		100	

NOTE 35 : REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

en euros

Administrateurs de Natexis Banques Populaires (1)

Dirigeants (2)

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Administrateurs de Natexis Banques Populaires (1)	N/A	N/A	182 390
Dirigeants (2)	1 699 571	1 693 174	2 870 304

(1) En 2003, comme les années précédentes, le montant des jetons de présence versés aux administrateurs comprend une partie fixe (1525 euros par an et par personne) et une partie variable (1220 euros par séance et par personne).

Les administrateurs membres du Comité de Contrôle des Comptes, du Comité d'Audit et du Comité des Rémunérations ont perçu 915 euros par séance et par personne.

L' ensemble de ces rémunérations est versée en fin d'année.

(2) Rémunération brute globale des membres du Comité de Direction générale de Natexis Banques Populaires pendant la durée de leur mandat sur l'exercice, incluant le Président et le Directeur Général (voir Note 35 bis).

Nombre de membres de la Direction générale : 10 au premier semestre 2004, 9 en 2003, 10 au premier semestre 2003.

NOTE 35 bis: REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération brute globale des mandataires sociaux a été la suivante:

en euros

Le Président
Le Directeur Général

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Le Président	121 385	120 385	338 000
Le Directeur Général	204 643	167 365	509 286

Les attributions d'options de souscription d'actions ont été les suivantes au titre des mandats dans la société émettrice et des mandats dans des sociétés liées.

en nombre

Le Président
Le Directeur Général

	30/06/2004	30/06/2003	31/12/2003
Le Président	-	-	12 000
Le Directeur Général	-	-	12 000

Aucune option n'a été levée par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2003, ni durant le premier semestre 2004.

NOTE 36 : ETAT DES ACTIFS , PASSIFS ET ENGAGEMENTS
AFFERENTS A LA GESTION DES PROCEDURES PUBLIQUES

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
A C T I F			
Opérations interbancaires et assimilées	376	421	1 340
Opérations avec la clientèle	930	1 099	65
Comptes de régularisation et actifs divers	-	-	43
TOTAL ACTIF	1 306	1 520	1 448

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
P A S S I F			
Opérations interbancaires et assimilées	460	515	1 300
Opérations avec la clientèle	961	1 137	161
Dettes représentées par un titre		-	-
Comptes de régularisation et passifs divers	76	98	126
TOTAL PASSIF	1 497	1 750	1 587

	30/06/2004	31/12/2003	30/06/2003
Engagements donnés			
Engagements donnés de l'activité bancaire	3	5	7
-Engagements de financement donnés	-	-	-
-Engagements de garantie donnés	3	5	7

NOTE 37 - REPARTITION DES EMPLOIS ET RESSOURCES SELON LA DUREE RESIDUELLE

	30 juin 2004					TOTAL
	<= 3 mois	> 3 mois et < ou = 1 an	> 1 an et < ou = 5 ans	> 5 ans	durée indéterminée	
Emplois						
Créances sur établissements de crédit	24 018	12 804	12 088	1 253		50 163
Créances sur la clientèle	13 789	4 120	6 772	1 751	1	26 433
Créances de crédit-bail	286	890	2 788	1 472		5 436
Obligations et autres titres à rev. fixe	7 608	2 460	4 756	2 814		17 638
Total emplois	45 701	20 274	26 404	7 290	1	99 670
Ressources						
Dettes sur établissements de crédit	16 300	10 088	5 509	787		32 683
Dettes sur la clientèle	17 516	337	194	353		18 400
Dettes représentées par un titre	12 949	8 471	9 264	360		31 044
Emprunts subordonnés	112	0	614	1 415	182	2 323
Total ressources	46 877	18 896	15 581	2 915	182	84 450

38 - PERIMETRES COMPARES

	Activité	30/06/2004		31/12/2003		30/06/2003	
		%	d'intérêts	%	d'intérêts	%	d'intérêts
		de contrôle	**	de contrôle	**	de contrôle	**
Filiales intégrées							
ADG COFACE ALLGEMEINE DEBITOREN GESELLSCHAFT	Information et gestion de créances	75	75	75	74	75	74
AK COFACE FINANZ GMBH (ex ALLGEMEINE KREDIT FINANZ SERVICE AKFS)	Affacturage	100	100	100	98	100	98
AK COFACE HOLDING (ex COFACE VERMÖGENSVERWALTUNG GMBH)	Holding	100	100	100	98	100	98
ALLGEMEINE KREDIT COFACE INFORMATIONS GMBH (AKI)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
ALLGEMEINE KREDIT COFACE (AK COFACE)	Assurance crédit et services liés	100	100	100	98	100	98
ASSET BACKED MANAGEMENT CORPORATION	Arbitrage de valeurs titrisées	100	100	100	100	100	100
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE PREVOYANCE (ex Fructiprévoyance)	Prévoyance	100	100	100	100	100	100
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE (ex Fructivie)	Assurance - vie	100	100	100	100	100	100
AUXILIAIRE ANTIN	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	100	100
AXA ASSURCREDIT * (ex Assurcredit)	Assurance crédit et services liés	40	40	40	39		
AXELTIS LTD (Asset Square Londres)	Distribution d'OPCVM	100	100	100	100	100	100
BAIL EXPANSION	Location financière	100	100	100	100	100	100
BANCASSURANCE POPOLARI *	Assurance - vie	51	51	51	51	51	51
BANQUE PRIVEE ST DOMINIQUE	Gestion privée	100	100	100	100	100	100
BPSD GESTION	Gestion privée	100	100	100	100	100	100
CIMCO SYSTEMS LTD	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
CO-ASSUR	Courtage d'assurance	100	100	100	100	100	100
COFACE (9)	Assurance crédit et services liés	100	100	98	98	98	98
COFACE CREDIT MANAGEMENT SERVICES	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE DEBT PURCHASE	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE EXPERT	Formation	100	100	100	98	100	98
COFACE HOLDING NORTH AMERICA	Holding	100	100	100	98	100	98
COFACE INSURANCE NORTH AMERICA	Assurance crédit et services liés	100	100	100	98		
COFACE INTERCREDIT BULGARIA	Information et gestion de créances	100	75	100	73	65	48
COFACE INTERCREDIT HRATSKA (CROATIA)	Information et gestion de créances	100	75	100	73	100	73
COFACE INTERCREDIT CZECHIA (10)	Information et gestion de créances	100	75	97	71	97	71
COFACE INTERCREDIT HUNGARY	Information et gestion de créances	100	75	100	73	100	73
COFACE INTERCREDIT HOLDING AG	Holding	75	75	75	73	75	73
COFACE INTERCREDIT POLAND	Information et gestion de créances	97	73	97	71	97	71
COFACE INTERCREDIT ROMANIA	Information et gestion de créances	60	45	60	44	60	44
COFACE INTERCREDIT SLOVAKIA	Information et gestion de créances	100	75	100	73	100	73
COFACE INTERCREDIT SLOVENIA (10)	Information et gestion de créances	100	75	60	44	60	44
COFACE ITALIA	Holding	100	100	100	98	100	98
COFACE MOPE	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE NORTH AMERICA	Assurance crédit et services liés	100	100	100	98	100	98
COFACE O.R.T.	Information commerciale et solvabilité	100	100				
CENTRE D'ETUDES FINANCIERES (CEF)	Information commerciale et solvabilité	100	100				
OR INFORMATIQUE	Information commerciale et solvabilité	100	100				
LIBRAIRIE ELECTRONIQUE	Information commerciale et solvabilité	100	100				
ORCHID TELEMATICS LIMITED	Information commerciale et solvabilité	100	100				
N.V. COFACE EURO DB	Information commerciale et solvabilité	100	100				
LE MONITEUR DU COMMERCE BELGE SPRL	Information commerciale et solvabilité	100	100				
COFACE SCRL (8)	Information et gestion de créances	(8)	(8)	(8)	(8)	100	98
COFACE SCRL (ex : Coface Scrl Participations)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE SERVICE (ex La Viscontea Servi)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE SERVICE ECUADOR (ex VERITAS ANDINA)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE SERVICES COLOMBIA (ex VERITAS COLOMBIA)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE SERVICES NORTH AMERICA GROUP (ex VERITAS SOUTH AMERICAN CORPORATION)	Holding	100	100	100	98	100	98
COFACE SERVICES PERU (ex VERITAS PERU)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE SERVICES VENEZUELA (ex VERITAS VENEZUELA)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACE SERVICIOS (ex VERITAS CHILE)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
Veritas	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
Group)	Holding	100	100	100	98	100	98
COFACE UK SERVICES LTD (ex : Cofacering.uk)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACERATING HOLDING	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACERATING.COM	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACERATING.DE	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACERATING.FR	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACERATING.IT	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
COFACERATING.SP)	Information et gestion de créances	100	100	100	98		
COFINPAR	Assurance crédit et services liés	100	100	100	98	100	98
COGERI	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98

COMPAGNIE FONCIERE NATEXIS	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
CREDICO LTD (ex Cimco Ltd)	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
CREDITORS GROUP HOLDING LTD	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
CREDITORS GROUP LTD	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
CREDITORS INFORMATION CO. LTD	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
CRISTAL NEGOCIATIONS	Marchand de biens	100	100	100	100	100	100
DOMIMUR	Location de locaux à usage professionnel	100	100	100	100	100	100
DUPONT-DENANT CONTREPARTIE	Entreprise d'investissement	50	50	50	50	50	50
ECRINVEST 6 (ex IMMOBILIERE NATEXIS)	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
EDVAL C INVESTMENTS Ltd	Structure defesance crédits risques pays	100	100	100	100	100	100
E-MARKET (11)	Services informatiques	(11)	(11)	100	100		
ENERGECO	Crédit-bail mobilier	100	100	100	100	100	100
FCPR NATEXIS INDUSTRIE **	Capital transmission	100	100	100	100		
FIMIPAR	Rachat de créances	100	100	100	98	100	98
FINANCIERE CLADEL	Prises de participations	100	100	100	100	100	100
FINANCIERE NATEXIS SINGAPOUR	Holding fonds d'investissement international	100	100	100	100	100	100
FINATEM	Fonds d'investissement international	90	90	90	90	90	90
FONCIERE KUPKA	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
FRUCTIBAIL	Crédit-bail immobilier	100	100	100	100	100	100
FRUCTICOMI	Crédit-bail immobilier	100	100	100	100	100	100
INITIATIVE ET FINANCE INVESTISSEMENT **	Capital transmission	92	70	92	77	92	80
INTERFINANCE NATEXIS N.V.	Emission d'emprunts internationaux	100	100	100	100	100	100
INVESTIMA 6	Holding immobilière	100	100				
KOMPASS BILGI	Marketing et autres services	70	70	70	69	70	51
KOMPASS CZECH REPUBLIC	Marketing et autres services	93	93	93	91	93	68
KOMPASS HOLDING (Sous Groupe)	Holding	100	100	100	98	75	73
KOMPASS INTERNATIONAL NEUENSCHWANDER	Holding	100	100	100	98	100	98
KOMPASS JAPAN	Marketing et autres services	100	100	100	98	100	73
KOMPASS POLAND	Marketing et autres services	100	100	100	98	100	73
KOMPASS SOUTH EAST ASIA	Marketing et autres services	100	100	100	98	100	73
KOMPASS UNITED STATES	Marketing et autres services	100	100	100	98	100	73
LA PROSPERITE (4)	Assurance - vie	(4)	(4)	(4)	(4)	100	100
LINEBOURSE	Courtage en ligne	51	51	51	51	51	51
LONDON BRIDGE FINANCE LIMITED	Affacturation	100	100				
MERCOSUL	Fonds d'investissement international	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ACTIONS AVENIR (2)	Capital développement	(2)	(2)	75	74	75	74
NATEXIS ACTIONS CAPITAL STRUCTURANT	Capital développement	74	72	74	72		
NATEXIS ACTIONS NOUVEAUX MARCHES (2)	Capital développement	(2)	(2)	80	77	80	77
NATEXIS ALGERIE (ex AL AMANA BANQUE)	Banque	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ALTAIR (ex +X Altaïr)	Services informatiques	100	100	100	100	100	100
NATEXIS AMBS **	Emission d'actions préférentielles	51	37	51	34	100	100
NATEXIS ARBITRAGE (ex SPAFIN)	Arbitrage actions et dérivés	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ASSET MANAGEMENT (ex B.P.A.M.)	Gestion d'épargne collective	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ASSET SQUARE (ex Asset Square)	Distribution d'OPCVM	100	100	100	100	100	100
Populaire)	Holding de sociétés d'assurance	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BAIL	Crédit-bail immobilier	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BLEICHROEDER INC	Entreprise d'investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BLEICHROEDER SA (ex NATEXIS CAPITAL)	Entreprise d'investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BLEICHROEDER UK	Entreprise d'investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS CAPE **	Fonds d'investissement international	99	100	99	85	99	88
NATEXIS COFICINE (ex Coficiné)	Société financière (audiovisuel)	93	93	93	93	93	93
NATEXIS EPARGNE ENTREPRISE (3)	Gestion de l'épargne salariale	100	100	100	100	100	100
NATEXIS FACTOREM (ex Factorem)	Affacturation	100	100	100	100	100	100
NATEXIS FINANCE	Conseil en fusions et acquisitions	100	100	100	100	100	100
NATEXIS IMMO DEVELOPPEMENT (ex SOFEP)	Promotion et rénovation immobilières	100	100	100	100	100	100
NATEXIS IMMO EXPLOITATION (ex INVEST SIGMA)	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	100	100
NATEXIS IMMO PLACEMENT (ex Fructiger)	Gestion immobilière (SCPI)	100	100	100	100	100	100
NATEXIS INDUSTRIE **	Capital transmission	100	92	100	100	100	100
NATEXIS INTEREPARGNE (ex Interépargne)	Tenue de comptes d'épargne salariale	100	100	100	100	100	100
NATEXIS INTERTITRES	Offre de titres de services	100	100	100	100		
NATEXIS INVERSIONES	Fonds d'investissement international	100	100	100	100	100	100
NATEXIS INVESTISSEMENT ** (ex SOFININDEX)	Capital développement	99	99	99	90	99	92
NATEXIS INVESTMENT ASIA	Fonds d'investissement international	100	100	100	100	100	100
NATEXIS INVESTMENT CORP.	Gestion de portefeuille	100	100	100	100	100	100
NATEXIS LEASE (ex Bail Banque Populaire)	Crédit-bail mobilier	100	100	100	100	100	100
NATEXIS LIFE (ex Fructilife)	Assurance - vie	100	96	100	96	100	96
NATEXIS LUXEMBOURG	Banque	100	100	100	100	100	100
NATEXIS METALS (ex SOGEMIN)	Courtage de métaux précieux	100	100	100	100	100	100
NATEXIS MOSCOW (ex ZAO NATEXIS BANQUES POPULAIRES)	Banque à l'étranger	100	100	100	100	100	100
NATEXIS PAIEMENTS (ex BPL)	Services bancaires	100	100	100	100	100	100

NATEXIS PRAMEX ASIA LTD	Promotion et opérations de commerce international	100	99	100	99	100	99
NATEXIS PRAMEX DEUTSCHLAND	Promotion et opérations de commerce international	100	99	100	99	100	99
NATEXIS PRAMEX France	Promotion et opérations de commerce international	100	99	100	99	100	99
NATEXIS PRAMEX IBERICA SA	Promotion et opérations de commerce international	100	99	100	99	100	99
NATEXIS PRAMEX INTERNATIONAL (ex PrameX International)	Promotion et opérations de commerce international	99	99	99	99	99	99
NATEXIS PRAMEX NORTH AMERICA CORP.	Promotion et opérations de commerce international	100	99	100	99	100	99
NATEXIS PRAMEX POLSKA	Promotion et opérations de commerce international	100	99	100	99	100	99
NATEXIS PRAMEX UK LTD	Promotion et opérations de commerce international	100	99	100	99	100	99
NATEXIS PRIVATE BANKING LUXEMBOURG SA (ex B.P. LUXEMBOURG)	Gestion patrimoniale internationale	88	88	88	88	88	88
NATEXIS PRIVATE EQUITY (ex FNBP)	Capital investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL	Capital investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS PRIVATE EQUITY OPPORTUNITIES	Capital investissement	100	100				
NATEXIS US FINANCE CORPORATION	Emission de titres de créances négociables	100	100				
NATEXIS VENTURE SELECTION	Fonds d'investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BANQUES POPULAIRES INVEST	OPCVM	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BANQUES POPULAIRES PREFERRED CAPITAL I (ex Natexis preferred shares) **	Emission d'actions préférentielles	100	100	100	100	100	100
CAPITAL II **	Emission d'actions préférentielles	100	100	100	100	100	100
CAPITAL III **	Emission d'actions préférentielles	100	100	100	100	100	100
NEM 2	Société de gestion (capital investissement)	88	88	88	88	88	88
NXBP1 (ex NATEXIS GESTION)	Holding	100	100	100	100	100	100
OKV KREDITINFORMATIONEN GMBH (OKI)	Information et gestion de créances	100	94	100	92	100	92
OSTERREICHISCHE KREDITVERSICHERUNGS COFACE (OKV COFACE)	Assurance crédit et services liés	94	94	94	92	94	92
PARIS OFFICE FUND(*)	Marchand de biens	50	50				
PRAMEX ITALIA SRL	Promotion et opérations de commerce international	100	51	100	51	100	51
PROXIGMA (ex SPATITRES) (6)	Services informatiques	(6)	(6)	100	100	100	100
REACOMEX (1)	Assurance crédit et services liés	(1)	(1)	(1)	(1)	100	98
S.A.G.P	Prises de participations	100	100	100	100	100	100
S.C.I. ALTAIR 1 (7)	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	70	70
S.C.I. ALTAIR 2 (7)	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	70	70
S.C.I. VALMY COUPOLE	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	100	100
SAMIC	Services informatiques	76	76	76	76	70	70
SEGEX	Prises de participations	100	100	100	100	100	100
SEPIA	Société de portefeuille	100	100	100	100	100	100
SLIB	Services informatiques	100	100	100	100	100	100
SOCIETE DE BANQUE FRANCAISE ET INTERNATIONALE	Banque	100	100	100	100	100	100
SOCIETE FINANCIERE DE LA BFCE	Société de portefeuille	100	100	100	100	100	100
SODETO	Société de portefeuille	100	100	100	100	100	100
SOFINGEST	Animation du marché secondaire de la dette	100	100	100	100	100	100
SOGAFI	Société de garantie	100	100	100	100	100	100
SOPRANE ASSURANCES	Gestion privée	100	100	100	100	100	100
SOPROMECC	Capital investissement	77	77	78	78		
SPAFICA	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
SPEF DEVELOPPEMENT	Gestion de FCPR	100	100	100	100	100	100
SPEF LBO	Gestion de FCPR	100	100	100	100	100	100
SPEF VENTURE (ex SOPAGEST)	Gestion de FCP Innovation	100	100	100	100	100	100
UNISTRAT ASSURANCES (12)	Assurance crédit et services liés	100	100	50	49	50	49
VAL A	Détention de portefeuille d'investissements	98	98	98	98	98	98
VERITAS ARGENTINA	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
VERITAS DE CENTRO AMERICA	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
VERITAS PUERTO RICO CORP.	Information et gestion de créances	100	100	100	98	100	98
VISCONTEA COFACE	Assurance crédit et services liés	100	100	100	98	100	98
VITALIA VIE	Assurance - vie	100	100	100	100	100	100
VR FACTOREM (*)	Affacturation	51	51				
WORLEDGE A INVESTMENTS Ltd	Structure "option de vente" crédits risques pays	100	100	100	100	100	100
Entreprises mises en équivalence							
ADIR	Assurance dommages aux biens	34	34	34	34	34	34
maaf)	Assurance dommages aux biens	50	50	50	50	50	50
BP DEVELOPPEMENT (ex +X DEVELOPPEMENT)	Capital risque	23	23	28	28	33	33
CODINF SERVICES (13)	Information et gestion de créances	30	30	30	29	30	29
COFACREDIT	Assurance crédit et services liés	36	36	36	35	36	35
EIOS	Information commerciale et solvabilité	30	30				
GRAYDON HOLDING	Information et gestion de créances	28	28	28	27	28	27
IDF NORD CROISSANCE (5)	Capital investissement	(5)	(5)	(5)	(5)	33	33
IFCIC	Garantie Cinéma et secteur audiovisuel	20	20	20	20	20	20
OFIVM	Conservation et intermédiation	34	34	34	34	34	34
SOCECA	Courtage d'assurance	25	25	25	25	25	25
SUD EST CROISSANCE (5)	Capital investissement	(5)	(5)	(5)	(5)	25	25

(*) Intégration proportionnelle

(**) confèrent des droits différents dans les résultats, le pourcentage indiqué représente la part de leur résultat revenant au groupe;

les sociétés sorties du périmètre, le pourcentage indiqué est celui existant à la date de sortie.

le résultat part du groupe est constitué du résultat de la société après prélèvement du dividende prioritaire revenant aux actions préférentielles.

(1) Déconsolidation

(2) transféré chez Natexis Actions Capital Structurant le 1er septembre 2003

(3) Issue de la scission de Natexis Interépargne

(4) Fusion avec ABP Vie le 8 septembre 2003

(5) Absorbée par +X Développement devenu BP Développement

(6) n Universelle de Patrimoine à Natexis Banques Populaires le 29 juin 2003

(7) Utair des parts détenues par la CASDEN, le 18 juillet 2003, pour détention à 100%

(8) PARTICIPATIONS au cours du 2ème semestre 2003 qui est renommée COFACE SCRL

(9) Natexis Banques Populaires des minoritaires suite à l'OPRO en mai 2004

(10) Rachat des minoritaires pour détention 100%

(11) cession de patrimoine à Slib le 1er Avril 2004, avec effet rétroactif au 1er janvier 2004.

(12) achat des minoritaires pour détention à 100 % le 02 juin 2004.

NATEXIS BANQUES POPULAIRES

**RAPPORT SUR L'EXAMEN LIMITE DES
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES POUR
LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2004**

(Articles L. 232-7 du code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

**DELOITTE TOUCHE TOHMATSU
AUDIT**

185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RSM SALUSTRO REYDEL

8, avenue Delcassé
75378 Paris Cedex 8

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

BARBIER FRINAULT & AUTRES

ERNST & YOUNG

41, rue Ybry
92200 Neuilly-sur-Seine

S.A.S. à capital variable minimum de € 37.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Natexis Banques Populaires

Période du 1er janvier au 30 juin 2004

Rapport sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés
(Articles L. 232-7 du Code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés, présenté sous la forme de comptes consolidés intermédiaires de la société Natexis Banques Populaires, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés.

Le 27 septembre 2004

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU
AUDIT

RSM SALUSTRO REYDEL

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

José-Luis Garcia

Michel Savioz

Richard Olivier

Olivier Durand

3- Evènements récents

Le 9 septembre 2004, Natexis Banques Populaires, société cotée du Groupe Banque Populaire et filiale à 75,3% de la Banque Fédérale des Banques Populaires, a présenté ses comptes au 30 juin 2004.

Comme mentionné dans le rapport d'activité de la Banque Fédérale des Banques Populaires, les différents métiers de Natexis Banques Populaires représentent 93% du PNB de la BFBP.

Par conséquent, l'intégralité des informations données dans le communiqué de presse du 9 septembre 2004 relatives aux résultats semestriels de Natexis Banques Populaires figure dans le rapport d'activité précité.

A l'occasion de la présentation des résultats semestriels et dans la continuation de l'analyse engagée il y a moins d'un an, François Ladam, Directeur Général de Natexis Banques Populaires a également présenté les **axes de développement et la nouvelle organisation** de la société qu'il dirige. Un résumé de cette présentation est également précisé dans le paragraphe « Faits marquants » du rapport d'activité.

Cette nouvelle organisation, plus resserrée, vise à permettre d'accroître les revenus sur les clientèles existantes et valoriser la forte expertise métiers de Natexis Banques Populaires sur des marchés en développement. Elle intègre par ailleurs un renforcement accru des fonctions de pilotage et de contrôle des risques.

Natexis Banques Populaires est désormais divisé en **quatre grands pôles**, qui remplacent les anciens métiers :

- Grandes clientèles, financements et marchés, dirigé par Olivier Schatz,
- Capital investissement et gestion de fortune, dirigé par Jean Duhau de Berenx,
- Service, avec les activités de Gestion pour compte de tiers dirigées par Jean-Pierre Morin et les activités de Services bancaires, financiers et technologiques dirigées par Jean-Yves Forel.
- Gestion du poste clients, dirigé par Jérôme Cazes.

➤ **Le pôle Grandes Clientèles, financements et marchés**

Il regroupe six directions opérationnelles et s'appuie sur deux directions du développement commercial qui coordonnent l'offre de Natexis Banques Populaires auprès des clientèles des entreprises et des institutionnels.

La Direction **Corporate France**, regroupe les activités de prêt aux entreprises, banques et institutionnels, les activités de flux et moyens de paiement et celles de crédit bail avec Natexis Lease dont la vocation est de distribuer une gamme de financements locatifs destinés aux entreprises de toute taille.

La Direction **Internationale** est en charge de l'ensemble de l'activité commerciale à l'international et de la supervision du réseau (Europe, Amérique du nord et International) ainsi que de l'accompagnement de la clientèle des Banques Populaires à l'international.

La **Direction Matières premières** regroupe les activités de financement des matières premières dans les secteurs de l'énergie, des métaux et des soft commodities.

La Direction **Financements structurés et marchés** développe une offre de produits complète en terme de structuration de dette et de couverture des risques comprenant les opérations obligataires, le change, les opérations de titrisation, les financements aéronautiques et maritimes, les opérations de syndication de crédits, de financements de projets et financements immobiliers et d'acquisition (LBO).

La Direction **Actions et arbitrages** rassemble l'ensemble du métier intermédiation actions exercé par Natexis Bleichroeder (Paris, New York et Londres) ainsi que les activités de dérivés actions et d'arbitrages.

Enfin, le pôle Grandes clientèles, financements et marchés développe une activité de fusions et acquisitions au sein de la Direction **Fusions et acquisitions**.

➤ **Le pôle Capital investissement et gestion de fortune**

Il intègre les activités de **Capital investissement** exercées par Natexis Private Equity. Cette dernière intervient à chaque stade du développement des entreprises, de leur création à leur préintroduction en Bourse en passant par le financement mezzanine. Elle a pour vocation de prendre des participations, minoritaires ou majoritaires, dans des sociétés, en général non cotées, et pour une durée d'intervention moyenne de cinq ans.

Elle est organisée à partir de petites équipes regroupées en quatre pôles : le capital-développement, le capital-transmission, le capital-risque et les fonds de fonds. Des équipes de capital-investissement basées en Allemagne, Italie et Espagne ainsi qu'en Asie et en Amérique du Sud viennent compléter ce dispositif.

Les activités de **gestion de fortune** sont, quant à elles, organisées autour de la Banque Privée Saint Dominique, dédiée à la gestion privée et de Natexis Private Banking Luxembourg S.A. tourné vers l'ingénierie patrimoniale internationale.

Fort d'une offre de produits et de services dans les domaines de l'immobilier, de l'épargne financière et de la défiscalisation, la Banque Privée Saint Dominique poursuit son développement vers des marchés plus spécifiques tel que celui de l'art, avec la signature d'un partenariat d'envergure destiné à faciliter l'intervention de ces clients dans ce domaine.

Natexis Private Banking Luxembourg S.A. propose de nombreuses formules d'investissement adaptées à une clientèle internationale.

➤ **Le pôle Service**

Il regroupe les mêmes activités qu'auparavant, à l'exception de celles de gestion de fortune.

Les Services bancaires, financiers et technologiques

Les Services bancaires, financiers et technologiques ont pour mission de couvrir l'ensemble des activités de back office des opérations traitées par Natexis Banques Populaires et par les Banques Populaires, dans les domaines de la Bourse, des titres et des moyens de paiement.

Ils ont, en outre, développé depuis de nombreuses années une offre de prestation de services proposée à une large palette de clientèles : banques de réseau, banques spécialisées avec ou sans réseau, établissements financiers et sociétés de gestion.

Les services liés à la conservation et au traitement des valeurs mobilières sont assurés par les Services financiers ; les traitements relevant du domaine de la monétique et des opérations de paiement sont effectués par les Services bancaires. Enfin, les Services aux particuliers développent une offre de banque multicanal.

La Gestion pour compte de tiers

La Gestion pour compte de tiers s'organise autour de trois activités principales : l'assurance, la gestion collective (de valeurs mobilières et d'actifs immobiliers) et l'ingénierie sociale. Elle propose aux clients du Groupe Banque Populaire une gamme complète de produits et services d'épargne, de placement et d'assurance.

Au total, ces activités sont réparties autour de huit filiales : Natexis Assurances, Natexis Asset Management, Natexis Asset Square, Axeltis, Natexis Immo Placement, Natexis Interépargne, Natexis Épargne Entreprise, Natexis Intertitres.

L'ensemble permet d'assurer une complète expertise pour le client qu'il soit particulier, professionnel, entreprise ou institutionnel.

4 - Capital social et répartition du capital

4-1 Capital social

Au 30 juin 2004, le capital de NATEXIS BANQUES POPULAIRES s'élevait à 768 921 808 Euros composé de 48 057 613 actions de 16 euros chacune.

Ces actions sont entièrement libérées, sont de forme nominative ou au porteur, au choix du titulaire, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

4-2 Répartition du capital

Au 30 juin 2004, les principaux actionnaires de NATEXIS BANQUES POPULAIRES sont les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
Banque Fédérale des Banques Populaires	75,32%*	84,69%
Autres FCPE	1,81%	2,11%
Banques Populaires régionales et Casden BP	3,12%	2,72%
DZ Bank AG	1,89%	1,11%
Maine Services (1)	1,35%	0,85%
IKB	0,89%	1,05%

(1) filiale à 100 % de la Banque Fédérale des Banques Populaires
dont FCPE Alizé levier 2,21%

5 - Evolution du capital depuis le 31/12/2003

Nombre d'actions au 31/12/2003	Nombre d'actions créées au cours du 1^{er} semestre 2004	Nombre d'actions au 30/06/2004	Capital social (en euros)
48 045 139	12 474 (1)	48 057 613	768 921 808

(1) 774 actions par souscription du FCPE et 11 700 actions par levées d'options de souscriptions d'actions

6 - Administration et direction

Au 30 juin 2004, la Direction Générale et le Conseil d'administration de NATEXIS BANQUES POPULAIRES se compose de :

6-1 Conseil d'administration

- Administrateurs
 - M. DUPONT Philippe : Président du Conseil d'Administration de NATEXIS BANQUES POPULAIRES
 - BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES : Représentant : M. Christian HEBRARD, Président d'honneur de Casden Banque Populaire
 - M.BOLLORE Vincent : Président Directeur Général du Groupe Bolloré**
 - M. DE LA PORTE DU THEIL Yvan : Directeur Général de la Banque Populaire du Val de France**
 - M. COMAS Jean-François : Directeur Général de la Banque Populaire Cote d'Azur*
 - M. CORDEL Claude : Président de la Banque Populaire du Midi
 - M. DUQUESNE Daniel : Directeur Général de la Banque Populaire Loire & Lyonnais*
 - M. GENTILI Steve : Président de Bred Banque Populaire
 - M. BREVARD Christian : Vice-Président Délégué de la Banque Populaire d'Alsace**
 - M. de La CHAUVINIERE Jean
 - M. NALPAS Richard : Directeur Général de la Banque Populaire Toulouse-Pyrenees*
 - M. THIBAUD Francis : Directeur Général de la Banque Populaire du Sud-Ouest
 - M. TOURRET Jean-Louis : Président de la Banque Populaire Provençale & Corse*
 - M. ZOLADE Robert : Président de H.B.M. (Holding Bercy Management)
 - M. CHAVAILLARD Jean-Pierre : Administrateur représentant l'actionnariat salarié
- Censeur
 - M. GOUDARD Michel : Directeur Général Délégué de la Banque Fédérale des Banques Populaires

* Renouvellement, lors de l'assemblée générale du 27 mai 2004, du mandat d'administrateur pour une durée de six ans prenant fin avec l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

** L'Assemblée générale de Natexis Banques Populaires du 27 mai 2004 a procédé aux votes de nouveaux mandats d'administrateurs :

- Monsieur Vincent Bolloré pour une période de six ans prenant fin avec l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009, en remplacement de Monsieur Jean-Louis Bechat , démissionnaire.
- Monsieur Christian Brevard en remplacement de Monsieur Alain Jacquier, démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.
- Monsieur Yvan de la Porte du Theil en remplacement de Monsieur René Clavaud, démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005.

6-2 Comité de Direction générale

- **Philippe Dupont**, Président
- **François Ladam**, Directeur général

- **François Casassa**, Secrétariat général
- **Jérôme Cazes**, Assurance-crédit, Service de credit management et Affacturage *
- **Jean Duhau de Berenx**, Capital investissement et Gestion de fortune
- **Jean-Yves Forel**, Services bancaires, financiers et technologiques
- **Luc Jarny**, Systèmes d'information et logistique
- **Jean-François Masson**, Relations humaines
- **Jean-Pierre Morin**, Gestion pour compte de tiers
- **André-Jean Olivier**, Direction financière
- **Olivier Schatz**, Grandes clientèles, financements et marchés

* à compter du 10 septembre 2004

7 Responsable du Document de référence et de son actualisation

7-1 Personne qui assume la responsabilité du Document de référence et de son actualisation

M. François Ladam, Directeur Général

7-2 Attestation du responsable du Document de référence et de son actualisation

A ma connaissance, les données du présent document d'actualisation sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Fait à Paris le 27 septembre 2004

François Ladam
Directeur Général

8- Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Renouvellements de mandat pour une durée de six exercices prenant avec l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009 :
 - - RSM Salustro Reydel, représenté par Michel Savioz,
8, avenue Delcassé
75008 PARIS
 - Barbier Frinault et Autres, représenté par Richard Olivier et Olivier Durand
Réseau Ernst & Young
41, rue Ybry
92200 Neuilly sur Seine
 - Nomination d'un commissaire aux comptes titulaire pour une période de six ans prenant fin avec l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009 :
 - Deloitte Touche Tohmatsu-audit représenté par José-Luis Garcia
185 avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly sur Seine
en remplacement de Deloitte Touche Tohmatsu

Commissaires aux comptes suppléants

- Renouvellement du mandat pour une durée de six ans prenant fin avec l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009 :
 - Monsieur François Chevreux
40 rue Guersant
75017 Paris
- Nominations de commissaires aux comptes suppléants pour une durée de six exercices prenant fin avec l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009 :
 - BEAS
7-9 villa Houssay
92200 Neuilly sur seine
en remplacement de Monsieur Bernard Boiton
 - Monsieur Pascal Macioce
41 rue Ybry
92200 Neuilly sur Seine
en remplacement de Monsieur Aldo Cardoso

**BARBIER FRINAULT &
AUTRES
ERNST & YOUNG**
41, rue Ybry
92576 Neuilly sur Seine Cedex

RSM SALUSTRO REYDEL
8, avenue Delcassé
75378 Paris Cedex 08

**DELOITTE TOUCHE
TOHMATSU - AUDIT**
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly sur Seine

NATEXIS BANQUES POPULAIRES

Société Anonyme
45, rue Saint Dominique
75007 PARIS

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

Période du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de Natexis Banques Populaires et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans l'actualisation du document de référence.

Cette actualisation complète le document de référence enregistré par l'AMF en date du 2 avril 2004 sous le numéro D.04-0392 qui a déjà fait l'objet d'un avis de la part de Barbier Frinault & Autres, RSM Salustro Reydel et Deloitte Touche Tohmatsu en date du 31 mars 2004 dans lequel ils concluaient que, sur la base des diligences effectuées, ils n'avaient pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans le document de référence.

Cette actualisation a été établie sous la responsabilité de Monsieur François Ladam, Directeur Général. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'elle contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans l'actualisation du document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de Natexis Banques Populaires acquise dans le cadre de notre mission. Cette actualisation ne comportant pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, notre lecture n'a pas eu à prendre en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes semestriels consolidés pour la période du 1er janvier 2004 au 30 juin 2004, arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

Les comptes semestriels consolidés pour la période du 1er janvier 2003 au 30 juin 2003, arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un examen limité de la part de Barbier Frinault & Autres, RSM Salustro Reydel et Deloitte Touche Tohmatsu selon les normes professionnelles applicables en France. Leur rapport d'examen limité ne comporte pas de réserve. Ces comptes ont fait l'objet d'une observation consistant à attirer l'attention sur la note 2.17

de l'annexe qui expose les conditions de mise en œuvre des règlements CRC n° 2002-03 sur le risque de crédit et n° 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Sur la base de ces diligences nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentés dans cette actualisation.

Paris et Neuilly, le 27 septembre 2004

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

RSM SALUSTRO REYDEL

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU -
AUDIT

Richard OLIVIER Olivier DURAND

Michel SAVIOZ

José-Luis GARCIA